

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2820 | 65^e année | Du 7 au 20 juillet 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



Présidentielle :

Page 3

Candidats à la pelle

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Grèce & euro :
une crise chronique p. 2
L'euro jugé et condamné p. 2

✓ POLITIQUE

Jean-Luc Mélenchon,
cet étrange objet du désir p. 4

✓ SOCIÉTÉ

Les militaires méprisés
par la République p. 5
Décès d'Ahmed Djebbour,
ancien député d'Alger p. 6

Féminisme :
surenchère à l'UMP p. 6

✓ MONDE

Monaco : Albert et Charlène,
des princes pour demain p. 7
Cent jours
de guerre en Libye p. 8
Nouvelle constitution au Maroc :
l'exception confirmée p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Escapade culturelle p. 10
Historiens de Rome p. 11

✓ HISTOIRE

Pompidou, un homme
d'État républicain p. 12

✓ IDÉES

Double nationalité :
lettre ouverte à Patrick Weil ... p. 13
Thibon toujours présent p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Anticipation : en quête
du graal numérique p. 14
En relisant Maurras p. 14



La crise de l'autorité

IL EST ENTENDU que, dans notre pays, toutes les professions ayant vocation à exercer une parcelle d'autorité ont sombré corps et bien. Le magistère de l'enseignant, la sacralité du vicaire, le diagnostic du praticien comme les jugements du magistrat, rien n'a résisté.

Tous comparaissent au banc des accusés et les cris d'infamie qu'on leur jette accentuent l'effondrement général. « *Qui est autorisé à me dire "tu dois" ?* » était un sujet de philosophie du baccalauréat

de l'an dernier. Beau sujet, posé par des victimes à ses bourreaux... pardon, faites excuses, par des professeurs à leurs élèves.

Mais qui donc incarne l'autorité dans la France de 2011 ? Les familles monoparentales ou recomposées ? Vous plaisantez ! Dans le délitement général hérité de l'esprit de Mai, il restait bien encore un peu l'État. Mais même l'État s'est effondré devant les caprices futiles de ce que, par principe, il continue d'appeler des citoyens. Appelons un chat un chat, et voyez plutôt les Français comme des adolescents en crise devant des parents bo-

bos et toujours culpabilisés. Dernier événement en date, symptôme de cette démission collective, cette épreuve de BTS à la Maison des examens à Arcueil-Cachan reconduite après de forts soupçons d'irrégularités. L'État a dit « *on refait l'épreuve* ».

Les candidats mécontents en ont jugé tout autrement et ont bloqué l'accès à la salle. Que croyez-vous qu'il arriva ? L'État céda ! Aussi la réponse au sujet de philo 2010 était-elle, si vous ne l'aviez pas deviné, plus personne ! □

Marc Savina

M 01093 - 2820 - F: 4,00 €



□ EURO

Une crise chronique

Le vote du Parlement hellénique préserve une timide accalmie sur le front des marchés. Cela étant, bien que les banques semblent disposées à participer à l'opération, le "sauvetage" de la Grèce n'est toujours pas assuré.

Un soupir de soulagement a traversé l'Europe le mercredi 29 juin. En dépit des manifestations qui agitaient la Grèce, le Parlement hellénique a validé le programme de réformes et de privatisations négocié avec la Commission européenne, la BCE et le FMI. Ceux-ci en avaient fait un préalable au versement d'une nouvelle tranche de prêts de 12 milliards d'euros, sans lesquels Athènes n'aurait plus été en mesure d'honorer ses dettes dès cet été. Le vote a été emporté à la faveur de 155 voix contre 138. Le Premier ministre George Papandréou est donc parvenu à rassembler ses troupes, un seul élu socialiste s'étant refusé à rentrer dans le rang.



Peut-être la Banque centrale européenne s'inquiète-t-elle d'une menace planant sur son indépendance...

L'opposition veut plus de rigueur

Quant à l'opposition, elle est loin de faire écho à toutes les protestations de la rue. « Nous aurions voté en faveur de plusieurs mesures du plan du gouvernement si celui-ci n'avait pas imposé un vote unique », souligne le député Christos Staikouras. Son parti « estime que la situation réclame plus d'agressivité dans les coupes des dépenses courantes et dans la restructuration des entreprises nationalisées », résume notre confrère Massimo Prandi (*Les Échos*, 28/06/2011). Tandis qu'on peine à distinguer les voix proposant une véritable alternative, Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, verse dans un relatif cynisme : « Quand on exécute le programme d'assainissement budgétaire année après année, on doit passer un mauvais moment mais la confiance finit par revenir », a-t-il déclaré.

Les Européens vont-ils se résoudre à restructurer la dette contractée par la Grèce ? On semble s'y préparer, bien que cette perspective demeure exclue par les gardiens de l'orthodoxie financière, tel Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France. « C'est une illusion dangereuse », a-t-il prévenu dans la lettre introductive de son rapport annuel. Selon lui, une réduction ou un rééchelonnement « entraînent toujours, au moins dans un premier temps, une réduction supplémentaire de la confiance et de moindres apports de capitaux, ce qui augmente l'effort nécessaire ». En filigrane, des rivalités institutionnelles confortent peut-être la prudence des banquiers centraux. La BCE ayant racheté des obligations grecques sur le marché secondaire, « une décote de ces actifs la rendrait extrêmement vulnérable, et très

dépendante des États de la zone euro, qui devraient la recapitaliser », explique notre confrère Robert Jules (*La Tribune*, 13/06/2011).

Équilibristes

Cela étant, le spectre d'une "contagion" nourrit des inquiétudes légitimes. Pour l'heure, les responsables politiques s'essaient à un numéro d'équilibriste, afin d'impliquer les institutions privées dans le "sauvetage" de la Grèce sans déclencher un "événement de crédit". Des discussions fructueuses auraient été entamées à cet effet entre Bercy et les principaux créanciers français. Ceux-ci seraient disposés à réinvestir 70 % de la valeur des titres arrivant à échéance... à des conditions toutefois suffisamment avantageuses pour être jugées incitatives. Aux yeux de Standard &

Poor's, le plan esquissé n'en constituerait pas moins un "défaut sélectif" (Athènes restructurant effectivement une partie, mais non la totalité, de sa dette obligataire). Dans le cas présent, il conviendrait toutefois de relativiser l'influence des agences de notation. « Ce n'est pas parce qu'une agence décrète un défaut que les détenteurs de titres enregistrent une perte », tempère notre consœur Isabelle Couet (*Les Échos*, 04/07/2011). « S&P laisse entendre que le classement en "défaut" ne serait que temporaire et reconnaît en filigrane que le plan de la [Fédération bancaire française] pourrait même améliorer la note de la Grèce a posteriori ». Dès lors, conclue-t-elle, « même la Banque centrale européenne (BCE) ne serait pas véritablement menacée ».

Défiance populaire

Reste le second front : celui de l'opinion. D'abord en Grèce : « Pour que le plan de sauvetage [...] ait la moindre chance de réussite, le gouvernement Papandréou devra par tous les moyens convaincre les électeurs que l'austérité est le prix à payer pour un avenir meilleur - et pas seulement pour satisfaire les exigences des créanciers étrangers », martèle Dani Rodrik, professeur à l'université de Harvard (*La Tribune*, 17/06/2010). Mais aussi outre-Rhin, où l'on connaît la défiance de l'opinion publique à l'égard de la Grèce. Cela doit éclairer les propos de Jean-Claude Juncker, le Premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, tenus au magazine allemand *Focus*, où il annonce sans détour que « la souveraineté de la Grèce sera extrêmement restreinte ». Berlin doit compter également avec le tribunal constitutionnel de Karlsruhe, devant lequel un "échange de vues" s'est tenu mardi dernier à propos des mesures de solidarité budgétaire européenne... La crise de dettes souveraines n'a pas fini de faire la une de l'actualité. ■

Grégoire Dubost

» SOUS-SOL

Tandis que la France interdit la fracturation hydraulique, les États-Unis développent, outre celle du gaz, l'exploitation du pétrole de schiste. Les forages pétroliers américains ont quasiment doublé en un an, rapportent *Les Échos*. Par ailleurs, des gisements considérables de "terres rares" ont été découverts par des chercheurs japonais au fond du Pacifique, alors que la Chine détient un quasi-monopole sur l'extraction de ces métaux utilisés dans les matériels électroniques et autres batteries.

» PRESSION

La mondialisation n'épargne pas les lobbies. Témoin, le Comité Colbert, qui rassemble la majorité des acteurs français du luxe. Il vient de s'ouvrir à quelques membres étrangers. Ce faisant, l'association entend « renforcer sa voix » au niveau européen, explique sa déléguée générale Elisabeth Ponsolle des Portes, citée par *Les Échos*. Selon nos confrères, ce serait aussi une façon « d'amadouer la Commission [européenne] en ne défendant pas que le luxe français ».

» VITICULTURE

Les exportations de bordeaux repartent à la hausse. En mars dernier, par rapport à 2010, elles ont même bondi de 130 % vers la Chine et Hong Kong, relève *La Tribune* (chiffres en valeur). Toutefois, la situation des petits producteurs resterait précaire. Alors que 20 à 25 % des viticulteurs bordelais auraient enregistré des pertes en 2009, la situation se serait encore aggravée l'année dernière.

— L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique : François Marclhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, Marc Savina

Société : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menuisier

Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler

Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marclhac

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

LIVRE

L'euro jugé et condamné



Pointant des promesses non tenues, Jean-Jacques Rosa annonce l'abandon de la monnaie unique, mais sans en méconnaître les coûts.

L'EURO « offrira davantage de bien-être, de cohésion et de capacités d'action » : tel était le *credo* d'élites dirigeantes françaises qui, dans un manifeste paru dans *Le Monde* en octobre 1997, vantaient les attraits supposés de la future monnaie unique - des avantages « trop mal connus des populations européennes ». Auteur d'un essai roboratif qu'argumenté, *L'Euro : comment s'en débarasser*, l'économiste Jean-Jacques Rosa a pris un malin plaisir à publier en annexe de son ouvrage des extraits de cette prose accablante pour ses signataires, nombreux encore à occuper des postes éminents dans l'économie, la politique ou les médias. Ces funestes prophètes disposent toujours de puissants ap-

puis ; en témoigne l'aplomb d'un Nicolas Sarkozy qualifiant de « folie » l'idée d'une sortie de l'euro. Pourtant, observe Jean-Jacques Rosa, « chez les économistes il se dégage [...] aujourd'hui un accord très large, quoique tardif en France et en Europe, pour reconnaître l'impossibilité de maintenir une monnaie unique dans dix-sept pays aux structures et aux conjonctures différentes [...] sans une unification budgétaire qui ne peut être obtenue de façon durable que par un gouvernement central, ou en d'autres termes un État fédéral ». C'est vers quoi pousse Jean-Claude Trichet, par exemple. Mais J.-J. Rosa juge cette voie fédérale impraticable et explique pourquoi « l'euro n'est pas viable ».

Un système cartellaire

Après avoir démonté les ressorts de l'engouement d'une « coalition de dirigeants politiques, d'élites administratives et de responsables du grand patronat » pour cette monnaie suspecte, l'auteur dénonce un système de type cartellaire permettant l'endettement à bon marché, et qui a conduit aux impasses actuelles. Alors, comment tout cela va-t-il se terminer ? « Mal

pour l'euro. Mais bien sans doute pour les économies des États membres », se hasarde à pronostiquer Jean-Jacques Rosa, qui n'élude toutefois pas les coûts et éventuelles difficultés d'une sortie de l'entente. En fait, tout dépendrait des circonstances. Selon l'économiste et professeur des universités, « une dévaluation majeure de l'euro, préalable à la sortie, résoudrait complètement le problème » d'un retour au franc. En revanche, « le risque majeur serait celui d'une sortie des pays du sud de la zone euro, avant la nôtre : dans ce cas, la valeur d'un euro restreint au nord de la zone remonterait par rapport au dollar, et la sortie pour la France serait beaucoup plus douloureuse ».

Si Jean-Jacques Rosa estime que la monnaie unique n'a pas d'avenir, il envisage néanmoins la possibilité de lui substituer une monnaie commune « optionnelle », qui reposerait sur un panier de monnaies nationales. La question pratique devrait se poser de façon aiguë dans les deux ou trois ans à venir - sauf événement dramatique d'ici là. ■ G.C.M.

✓ Jean-Jacques Rosa, *L'Euro : comment s'en débarrasser ?*, Grasset, 140 p., 9 €.

Présidentielle : candidats à la pelle

L'actualité politique, pour autant qu'on ait le goût de la suivre, ne laisse pas de surprendre : non seulement le quinquennat nous contraint à vivre en campagne électorale quasi permanente mais, de plus, celle-ci connaît des rebondissements quasi quotidiens, qui risquent de rendre cet éditorial dépassé avant même que l'encre en soit séchée. Nous étions, pour notre part, soulagés d'être débarrassés de celui que les *media* avaient d'ores et déjà désigné vainqueur : et voilà que DSK n'est plus le satyre que d'aucuns dépeignaient, que la victime présumée, qui avait réussi à faire arrêter et inculper un représentant de l'hyperclasse mondiale, n'est peut-être pas le personnage issu tout droit d'une version mondialisée des *Misérables* qu'on croyait... Si bien que les Français se voient sommer dès dimanche dernier de se déclarer favorables ou non à un retour de DSK sur la scène politique ! Nous étions en quelque sorte revenus au point de départ... sauf que, ce lundi, la journaliste française Tristane Banon annonce qu'elle portera plainte contre lui dès le mardi pour tentative de viol, pour des faits qui remonteraient à 2002 et qu'elle avait déjà évoqués publiquement en 2007... Tristane Banon qui avait contre elle, à l'origine, de n'être ni guinéenne, ni immigrée, ni femme de chambre mais d'appartenir à la grande famille... socialiste par mère interposée, ce qui l'avait dissuadée de porter plainte dès 2002... Les socialistes survivront-ils à ce feuilleton où la vérité se dérobe dès qu'on paraît l'effleurer ? Les nerfs des strausskahnians, hollandais, "royalistes", albrystes et autres montebourgeois ne vont-ils pas lâcher ?

Un vocable monarchique

La pléthore de candidats, ces dernières semaines, montre en tout cas que l'élection présidentielle reste l'élection "reine" de la V^e République - le vocabulaire républicain est... monarchique : c'est un hommage du vice à la vertu. Peu avant Martine Aubry, qui s'est enfin décidée, mais peut-être trop tard si DSK nous fait la surprise de revenir, il y a eu Jean-Louis Borloo qui a réuni (presque) tous ses amis centristes et radicaux dans une nouvelle structure *ad hoc* dont on aimerait croire que l'acronyme a été choisi pour son caractère belliste... à l'encontre de Sarkozy. Mais n'est-ce pas attribuer à nos centristes une trop grande culture générale que de supposer qu'ils ont choisi en référence au dieu grec de la guerre (Arès) le nom de leur nouveau machin électoral, l'Alliance républicaine, écologique et sociale ? À moins que l'allusion à l'écologie ne vise à accueillir (les partisans de) Nicolas Hulot, qui a commis l'impair d'avouer

de coupables relations (politiques) avec Borloo. Eva Joly, en tout cas, a failli être désignée dès le premier tour de la primaire par des militants d'Europe Écologie-Les Verts méfiants sur la sincérité écologique de l'animateur télé. Quant au Nouveau Parti anticapitaliste, il a désigné un certain Philippe Poutou, qui se définit lui-même comme « *ouvrier candidat, pas candidat ouvrier* », ce qui, après le vrai-faux facteur de Neuilly, permettra tout de même aux trotskistes de recouvrer un peu d'authenticité...

De gauche à droite

N'oublions pas non plus Jean-Pierre Chevènement qui, à gauche, nous est certainement le plus sympathique, en raison d'un patriotisme sincère, d'une volonté réelle de réindustrialiser le pays et d'en finir, d'une façon ou d'une autre, avec la soumission à Bruxelles : l'euro est dans son collimateur, et même s'il n'envisage pas, contrairement à Marine Le Pen, d'en sortir, même de manière concertée, du moins cette éventualité ne lui semble pas une hérésie, contrairement aux candidats bruxellois. Mais discrédité par son refus, en 2002, d'aller jusqu'au bout de sa démarche en quittant la gauche pour devenir l'homme de la nation, ne vise-t-il pas surtout à peser sur les choix d'un PS totalement imprégné d'idéologie européiste ? Dans ces conditions, ce serait peine perdue : d'Aubry à Hollande, en passant par DSK - s'il revient -, le PS est un parti totalement inféodé à l'hyperclasse mondiale, comme le prouve son abandon définitif de l'électorat populaire à la fin des années quatre-vingt-dix pour privilégier, comme une *terra nova*, le néo-esclavagisme migratoire et le communautarisme. Ce que le communiste André Gerin ne cesse de rappeler avec raison... contre un Mélenchon, candidat officiel d'un Front de Gauche et d'un Parti communiste réunis sous la bannière... du MEDEF pour favoriser l'immigration qui pèse sur les salaires et dissout la cohésion sociale.

À droite, la démarche de Nicolas Dupont-Aignan serait assurément sympathique, si elle ne risquait pas d'affaiblir la dynamique nationale tout comme celle de l'identitaire Arnaud Gouillon : candidatures de témoignage qui réuniront assurément les cinq cents signatures si l'Élysée pense qu'elles peuvent empêcher Marine Le Pen d'arriver au second tour. Quant à Christine Boutin, sa candidature en trompe-l'œil ne vise qu'à ramener l'électorat catholique conservateur vers un candidat qui a démontré depuis plus de quatre ans qu'il était un farouche opposant aux valeurs chrétiennes et qui



s'apprête à brader, en y mettant peut-être les formes, ce qui reste encore d'ordre naturel dans la vie sociale. Son passé ne plaide pas pour une candidate qui, en 2002, a choisi au second tour le radical-socialiste Chirac contre le candidat national et en 2007 s'est retirée, contre un poste ministériel où elle fut inutile, au profit de Sarkozy qui avait pourtant annoncé la couleur sur l'immigration, l'Europe supranationale, le communautarisme et les dérives sociétales... En tout cas, M^{me} Boutin est de ceux, de celles, qui ne sauront jamais dire non. Elle ne l'a jamais fait, ni sur le travail le dimanche, ni sur la remise en cause de la carte famille nombreuse, ni sur les tentatives de réduire le mariage à une simple union civile en vue de préparer la légalisation de l'union civile homosexuelle et, à terme, de l'homoparentalité, ni sur l'aggravation des lois bioéthiques, ni sur l'idéologie du genre, imposée par Luc Châtel au lycée. Si, chaque fois, elle a joué un air de pipeau pour faire entendre sa différence, elle n'a jamais rompu avec l'UMP, avec laquelle elle est officiellement associée et qui a d'ores et déjà rejoint le PS en matière de dérives sociétales. De plus son européisme béat (elle a cité deux fois Robert Schuman dans son discours de candidature) montre combien son combat n'est pas le nôtre¹. Le pire serait qu'elle réussisse à dévoyer une partie des voix catholiques dans l'escarcelle d'un candidat opposé à l'ordre naturel et ennemi de l'indépendance de la nation.

Il n'y aura jamais de bonne république. Cela ne doit pas nous conduire à nous désintéresser d'un jeu politique qui nous est imposé et dont, malheureusement, le sort du pays dépend en grande partie. Nous aurons, l'année prochaine, à nous prononcer et à agir, pour éviter le pire. □

François Marcilhac

¹ Sur Christine Boutin, nous renvoyons à l'éditorial que nous avons publié sur le site Internet de l'AF : www.actionfrancaise.net

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Pas de vacances pour L'AF 2000 !

À L'ACTION FRANÇAISE, nous voulons la restauration de la monarchie, non par attachement sentimental, mais, d'abord, parce qu'elle est nécessaire au salut de la France. Alors, pas de vacances pour L'AF 2000 ! Profitez de vos déplacements pour faire connaître le journal de l'AF autour de vous, pour recruter de nouveaux abonnés. Envoyez-nous les coordonnées de vos amis susceptibles

d'être intéressés : nous leur enverrons un service du journal pendant deux mois. Nous devons sortir au mois d'août un numéro comportant quatre pages centrales sur l'actualité de la monarchie. Il s'agit d'un bon instrument de diffusion de nos idées. Aussi, nous faisons appel à des vendeurs volontaires pour diffuser ce numéro sur les lieux de villégiature. Prenez contact avec nous.

Et puis, les mois d'été sont toujours difficiles à passer pour notre trésorerie. Aussi, avant votre départ en vacances, n'oubliez pas d'envoyer votre participation à notre souscription, dans toute la mesure de vos moyens. Vos dons nous sont indispensables pour faire face à nos échéances en cette période. Merci de répondre généreusement à cet appel. ■

M.G. Pujo

Liste n° 9

Virements réguliers : M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 30 + 28 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Robert Thomas, (2^e trimestre), 45,72 ; François Favre (trois mois), 60 ;

Fabien Desmeaux, 30 ; M^{me} Capet-Sellenet, 100 ; Jean Foyard, 100 ; François Nénert, 100 ; Giovanni Castelluccio, 200 ; Philippe Castelluccio, 200 ; Geneviève Castelluccio, 100 ; Amadeus Ciscar-Pennella, 150 ; Jacques Lamonerie, «

afin de permettre de perpétuer les meilleures idées françaises », 100 ; Guy Menuisier, 50 ; vente de livres d'occasion 90 : Jean-Louis Étienne, 40 ; Jean-Michel Dejenne, 25.

Total de cette liste	1 417,32 €
Listes précédentes	3 548,92 €
Total	4 966,24 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

□ MÉLENCHON

Cet étrange objet du désir

Jean-Luc Mélenchon sera-t-il "le troisième homme" de la présidentielle ? Soutenu par un PC à l'agonie, il semble séduire un électoralat abandonné par la gauche. Retour sur son premier meeting de campagne.



C'est dans le 19^e arrondissement, dans le Paris rouge, celui des métros Jaurès et Stalingrad, à deux pas de la place du colonel Fabien, près de la rotonde de La Villette, que s'est tenue la première réunion politique du candidat Mélenchon. Ce 29 juin 2011, on pouvait assister au meeting unitaire Front de Gauche-Parti communiste sur la place des Martyrs de Stalingrad. Quelques jeunes militants d'Action française étaient venus écouter le chantre de la "vraie" gauche.

Acte de décès du PCF

Il faut toujours se méfier en politique des appels à l'unité, des déclarations d'intention, des vœux pieux. L'alliance PCF-Front de Gauche n'est pas une alliance. De fait, elle relève de l'absorption d'un parti sublaquant par un autre qui a le vent en poupe. Que l'on songe un peu ! En 1945, le Parti communiste représentait à lui seul un quart de l'électorat français et faisait trembler tout le milieu politique. Depuis 1969, sans interruption, le PC avait présenté sans discontinuer un candidat à la présidentielle. Georges Marchais en son temps avait fait le bonheur des téléspectateurs et les heures de gloire de l'ORTF puis des premières chaînes de télévision. Avec la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS, le PCF s'est doté de secrétaires généraux moins coriaces. André Lajoinie et Robert Hue ont accompagné plus que combattu le déclin inexorable du communisme.

Il faut avoir vu en 2007, au meeting du PC, dans la salle du Zénith à moitié vide, Marie-Georges

Buffet présenter à la tribune toute la misère du monde. Un clochard eut les honneurs des applaudissements avant que ne surgisse une prostituée d'âge mûr suivi d'un transsexuel convaincu, tout cela devant des vieux militants éberlués. En 1953, ces militants avaient, comme tout le monde, pleuré la mort de Staline. Dans les années 1990, eux, du moins, n'avaient pas succombé à la tentation du mal, le vote Front national. Mais ce jour-là, les plus lucides comprirent que c'était la fin. Marie-Georges Buffet, sous leurs yeux, petite sœur laïque des pauvres, refermait la porte du tombeau dans lequel s'était engouffrée une partie de la gauche au congrès de Tours de décembre 1920. Depuis lors, l'arrivée de l'invisible, inodore et quasi incolore Pierre Laurent n'a pas ressuscité le cadavre. L'immeuble construit par l'architecte Oscar Niemeyer place du colonel Fabien a même été mis en location pour rembourser les frais de campagne de 2007 où, faut-il le rappeler, la candidate Buffet n'a pas dépassé les 2 %.

Le vertige de la disparition

Que faire ? se demandait le jeune Lénine, réfugié politique à Paris en 1902. Devant le vertige de la disparition, on nous rejoue en 2011, on nous ressort une illusion à bout de souffle. Et d'abord un homme. Donc Mélenchon. Une gouaille populo, le gars du canal Saint-Martin ou de Saint-Denis, en bretelles et bras de chemise, *aficionado* du Tour de France. Une synthèse entre Jacques Doriot et

Georges Marchais, la sueur en moins. Un mauvais caractère complète le tableau de l'authenticité. Mélenchon, c'est un vrai, un pur, l'homme de la rue, sorti du peuple. C'est bien pourquoi, au lieu de réserver une salle de spectacle, il a donné rendez-vous à ses sympathisants ce mercredi 29 juin, pour lancer sa campagne, sur une place publique, afin de renouer avec l'esprit de l'*agora*, du *forum*, car la gauche n'a pas d'autre lieu de mémoire que la rue ou la place, de Bastille à République. Objectif ? Rendre le pouvoir au peuple, rien de moins !

Place comble

Et le peuple est venu. Pas de déluge, ni même une marée, mais un succès tout de même. De vieux militants communistes étaient secoués par l'émotion, des larmes de joie qui n'étaient pas feintes. Cinq mille, six mille ? Parmi eux, Jean-François Kahn, qui est parti avant la fin du discours de Mélenchon. Kahn, qu'on a vu aussi aux réunions de Dupont-Aignan. Que cherche-t-il parmi les épigones du gaullisme ou du jauresisme ? Une honnêteté de principe qui a vu Mélenchon rompre avec le PS comme Dupont-Aignan avec l'UMP ? Pour ne pas se réduire à de la simple communication, un *marketing* politique sans fond ? Qui croire ?

Kahn cherche comme nous, gens d'AF, le débat, mais pour débattre, faut-il encore avoir des idées. Le PS n'en a plus. Que des candidats. Pas un seul projet. Deux mots manquent à son vocabulaire, deux mots essentiels, "ouvriers" et "France". Pour les avoir abandon-

ROYALISME

Un banquet pour quoi faire ?

IL EXISTE encore aux quatre coins de France des goûters d'après-enterrement, où après avoir beaucoup pleuré le défunt on se retrouve en famille. Devant des brioches, du chocolat chaud, un café digne du bon vieux jus de campagne qui marque la journée sur les coups de 5 heures, on évoque le disparu avec la tendresse qui s'impose.

C'était un peu l'esprit qui régnait le dimanche 26 juin dans une auberge de la Montagne Sainte-Geneviève sur les coups de midi. L'Alliance royale fondée par Yves-Marie Adeline fêtait ses dix ans. Mais sans Yves-Marie Adeline. En tout, une cinquantaine de convives étaient rassemblés autour de leur président Pierre Bernard. L'ambiance était à la joie, à l'euphorie même, il n'est pas exclu que certains, à la fin du repas, aient chuchoté « À l'Élysée ! » ou « À la chambre ! » Chuchoté, car l'Alliance royale entend rendre un roi à la France par la seule vertu des élections. Nous autres maurrassiens n'avons pas de ces pudeurs ou de ces timidités. Pour restaurer la France, le pragmatisme sera la règle. Tous les moyens sont bons, même légaux.

En un sens les mouvements royalistes ne devraient pas trop célébrer leur longévité qui est un peu le symbole de leurs défaites consécutives. Que l'Action française compte cent dix

ans n'est donc pas en soi une grande satisfaction. Cela indique les difficultés rencontrées dans le combat mené pour la nation et le roi. En vérité, la longévité des mouvements royalistes n'est pas un motif de banquet. Dimanche dernier, l'Alliance royale restait éloignée de semblables considérations, mêlant un peu tout, une modération toute chrétienne - démocrate dans le domaine politique associée au sectarisme religieux de Civitas, rejeton insolite de la Sainte Ligue catholique en plein XXI^e siècle. Une fusion pour le moins intrigante... et pour l'heure peu fructueuse. Pierre Bernard, Dominique Hamel ont imposé la loi du silence sur les résultats médiocres voire désempérés de leur mouvement. À mots couverts, on regrettait d'ailleurs l'absence de jeunes sympathisants mais aussi de personnalités comme Jean-Philippe Chauvin. Deux discours ont tout de même réveillé l'ardeur de ces militants politiques, celui de Frédéric Winkler, très offensif, et celui de Marc Savina, plus conciliateur. Notre rédacteur a rappelé que le seul journal à défendre la cause du roi était *L'AF2000*, qu'il se trouvait tous les quinze jours en kiosque, et que la porte du 10 rue Croix-des-Petits-Champs était ouverte à tous les talents et à toutes les bonnes volontés royalistes. Il a affirmé la nécessité des nationaux et des royalistes a se retrouver sous les mêmes bannières et à combattre avec les forces existantes. □

Jean Souben

nés au caniveau, le PS n'est pas près de l'emporter. Mélenchon l'a compris, il a suffi qu'il se penche et reprenne les vieux mots de Jaurès. N'a-t-il pas fini son discours en citant le magnifique couplet de la chanson de Jean Ferrat, *Ma France, la France, la belle, la rebelle*, chant de gauche si l'on veut mais dont la valeur patriotique manque à DSK, Aubry ou Hollande, engences mondialisées qui ont capitulé sur l'essentiel ? Ce n'est pas avec des électeurs bobos du 11^e arrondissement qu'on gagne la présidentielle. C'est même ce qui réveille la province, complexée et jalouse, capable de rejeter la proposition du référendum de 2005 comme Lionel Jospin en 2002.

Accents gaulliens

Mélenchon sait cela, il est donc l'histrion de la gauche. Sans Besancenot et sans doute avec Éva Joly, il entrevoit le boulevard qui s'ouvre devant lui. Il sera le troisième homme à 10 ou 15 %. Et peut-être plus s'il parvient, mais là nous entrons dans le domaine du non-dit, à récupérer les électeurs du PC plus séduits naguère par Jean-Marie Le Pen que par sa postérité en jupons. Le soir du 29 juin, Mélenchon a eu des accents gaulliens, le phrasé se voulait teinté de gran-

deur, les « *nououous* » étaient traînants et se voulaient majestueux. Et quand il prononçait le mot « *peueueuple* », c'était la fin du *Si Versailles m'était compté* qui surgissait l'espace d'un instant dans nos esprits, lorsque Sacha Guitry-Louis XIV descend les Cent-Marches suivi des grands hommes de l'histoire de France. La place des Martyrs de Stalingrad valait bien l'autre soir celle de la République de 1958. On entendit Mélenchon parler de VI^e République, affirmer vouloir combattre le capitalisme et récupérer les « *195 milliards d'euros passés des poches du travail à celles du capital* », exprimer sa volonté sans faille de titulariser 800 000 précaires et d'interdire aux entreprises, petites ou grandes, plus de 10 % de contrats précaires. Enfin, il réaffirma son projet de quitter l'Otan, de se retirer d'Afghanistan et de Libye. Et tout le monde a applaudi, même les jeunes camelots. Et les militants de gauche ont repris en cœur, poings levés, *L'Internationale*, et avec un peu moins de ferveur *La Marseillaise*. C'était assez beau, mais dans le public combien étaient ceux qui constataient avoir déjà entendu cela, des projets ambitieux mais jamais les façons d'y parvenir ? ■

Marc Savina

□ DÉFENSE

La République désinvolté

Confronté au malaise des militaires, le ministre de la Défense les appelle à se taire sans aucun ménagement. De quoi nourrir leur défiance, en dépit des apparences préservées à l'approche du 14 juillet.

Il semble que M. Longuet, ministre de la Défense, à force de fanfaronnades verbales, doive faire face à l'hostilité de tous les militaires de France et de Navarre. Suite à un article du *Figaro* où des militaires rendaient publiques leurs états d'âme, la Dicot, le service de communication de la Défense, s'est fendu d'un long communiqué leur rappelant leur devoir de réserve et proclamant la réussite assurée de la réforme en cours. Le ministre a réagi vivement à la Chambre, en déclarant que l'Armée devait rester « la grande muette » : « Ce n'est pas simplement une tradition, a-t-il affirmé, mais un devoir et j'ajoute un devoir républicain. »

Des bienfaits du débat

Or, de tous temps les chefs militaires qui se sont exprimés ont pu faire avancer les concepts ou même l'esprit de défense. Rien n'est pire qu'une armée sclérosée par la peur du politique. Des généraux incapables de joutes verbales seraient-ils capables de combativité face à l'ennemi ? J'en doute. L'histoire est pleine de ces chefs militaires qui furent aussi des penseurs littéraires. Le nom du maréchal Lyautey est le premier qui vienne à l'esprit, mais depuis Sun Tzu en passant par Richelieu, Ardent du Pic, Clauswitz, Foch ou plus récemment les généraux Gallois ou Delaunay, nombre de chefs se sont illustrés aussi comme serveurs de l'intelligence. Il faudrait même, je pense, regretter de ne pas en avoir plus, regretter que soient favorisés des officiers généraux falots, incapables d'imaginer le moindre petit "puputsch"... Effectivement, le silence dans les rangs doit être un devoir "tout républicain", car nous, royalistes, n'avons pas peur d'entendre ce que disent le pays ou l'armée réels.

Pourtant, le ministre serait bien avisé d'entendre ce que grogne la troupe. Napoléon a pu aller jusqu'en Russie car il savait écouter, même dans les glaces de la Bérézina... Ce lien de confiance n'existe plus entre l'Armée et ses chefs civils ou militaires. Crise des budgets, crise des effectifs mais avant tout crise d'identité, crise de confiance. J'avais décrit l'an dernier le malaise des armées face aux réformes. Douze mois plus tard, le moral est encore plus bas. Cette « mélancolie », décrite par le colonel Goya, n'affecte « en rien pour l'instant la capacité à remplir efficacement les missions données, mais cela ne peut cependant manquer d'inquiéter ». Cette mélancolie, Monsieur le ministre, qui touche toutes les armées, tous les régiments, tous les grades (multiplication de démissions voire de sui-



La réserve des militaires dans le débat public serait « un devoir républicain » selon Gérard Longuet.

cides chez les officiers supérieurs) peut encore être cachée un moment, mais la marmite bouillonne. Elle risque de vous exploser à la gueule, Monsieur le ministre. La révolte des gendarmes est encore bien présente dans les mémoires et son succès a donné quelques idées à cette Grande Muette mal aimée du pouvoir sarkozien. Les militaires, qui sont souvent de grands sentimentaux, ont besoin de l'amour de la nation et de la reconnaissance du politique. Ils sont prêts, par un bête esprit d'abnégation patriotique, à se servir encore plus le ceinturon. Comme le disait récemment un colonel anonyme, après avoir fait disparaître la chair, nous nous attaquons à l'os. Les militaires,

bêtes et disciplinés, sont prêts à un régime encore plus suicidaire s'il le faut. Mais ils espèrent au moins un soutien du pouvoir politique et spécialement de leur ministre. MAM n'avait été populaire que parce qu'elle avait su défendre le budget de la Défense et qu'elle faisait semblant de s'intéresser aux soldats, ce que ne pouvait faire un Richard ayant pour objectif obsessionnel les économies, et encore moins un Morin qui n'avait pas le temps à cause de ses chevaux... Le véritable ennemi du soldat n'est pas le militaire d'en face, qui partage finalement les mêmes valeurs, mais bien le civil à l'arrière, pour qui il est prêt à mourir... Jusqu'au moment où le soldat ne veut plus

défendre le citoyen décadent. Et Rome tombe aux mains des barbares.

Enfin, note amusante, ce fameux devoir de réserve n'existe pas dans la loi française. Nulle part il n'est mentionné, et encore moins explicité. La liberté d'expression, dont le principe est garanti pour tous les citoyens, y compris les militaires, n'est limitée que par la loi de 1881 - mais tel est le cas pour les militaires comme pour les civils. La réhabilitation de l'officier de gendarmerie Martelly (qui avait critiqué le rapprochement de la gendarmerie et de la police) par la Cour européenne des droits de l'homme et celle d'Aymeric Chauprade (voir ci-dessous) puissent-elles être les signes annonciateurs d'une écoute du politique pour les militaires !

Manque de considération

Entendons-nous bien : les armées ne demandent pas de soviets de soldats, ni des débats démocratiques en son sein, mais une reconnaissance, une écoute et une juste prise en compte de leurs difficultés. Qui accepterait de mourir pour des politicards qui ne sont même pas capables de mettre en berne leurs drapeaux quand un jeune soldat meurt en Afghanistan ? Certes, l'institution a aussi à faire son examen de conscience : si elle en est arrivée à ces articles anonymes et autres surcouferies, c'est que les décideurs militaires n'ont pas défendu leurs hommes, qu'ils n'ont jamais su dire non aux politiques, qu'ils ne comptent plus pour grand chose dans le débat national...

Sur le blog de Jean-Dominique Merchet, le seul endroit où les généraux apprennent ce que pensent leurs hommes, les commentaires se multiplient et les noms d'oiseaux se déclinent à l'infini pour désigner un sinistre ministre, fossoyeur serein des armées françaises. Des militaires anonymes y décrivent leur triste quotidien et crient leur révolte. Voici, prise au hasard, cette petite devinette demandant quelle est la différence entre le *Titanic* et l'armée française : sur le *Titanic* au moins, l'orchestre continuait à jouer ; dans les armées françaises, il y a belle lurette que les fanfares ont été dissoutes. « Silence dans les rangs ! Fermez le ban ! » ■

François Pâris

Courrier des lecteurs

Un lecteur critique nous exprime une relative sympathie au nom du pluralisme.

« Je suis un socialiste républicain jacobin, de ceux qui ont le choix aujourd'hui pour la prochaine élection présidentielle entre Arnaud Montebourg, Jean-Luc Mélenchon et Jean-Pierre Chevènement. Si je ne souhaite pas que votre influence grandisse, en revanche je serais fâché que votre courant politique soit privé de moyen d'expression, et de ne plus pouvoir lire votre journal lorsque j'en ai envie. Veuillez donc trouver ci-joint une modeste contribution au pluralisme. »

Jean-Michel Dejenne

Dernier hommage

Alertés par l'article ci-contre, nos lecteurs voudront peut-être se joindre à l'hommage rendu aux militaires français morts au cours d'une opération extérieure.

Un protocole informel se met en place cet effet, apprend-on sur le blog *Lignes de défense*. Cela depuis le transfert de la cérémonie d'accueil des corps aux Invalides, consécutif aux travaux entrepris à l'aéroport de Roissy. « À l'initiative d'associations patriotiques et avec le soutien du gouverneur militaire de Paris », rapporte notre confrère Philippe Chapeau, « il a été proposé à tous ceux qui souhaitent rendre un dernier hommage à la victime de se rassembler au passage du convoi (escorté par des motards de la Garde républicaine) sur les Champs-Élysées, peu avant l'entrée du corps aux Invalides. » □

AFFAIRE CHAUPRADE

Hervé Morin désavoué par la justice

Justice a été rendue à Aymeric Chauprade. Nous ne saurions trop nous en réjouir, car ce chargé de cours d'histoire des idées politiques à l'université de Neuchâtel en Suisse, doublé d'un conférencier en géopolitique au Collège royal de l'enseignement militaire supérieur du royaume du Maroc, qui, en plus, enseignait au Collège interarmées de défense (CID) depuis 1999 où il fut directeur du cours de géopolitique de 2002 à 2009, avait le seul tort de ne pas admettre dans la géopolitique le carcan d'une idéologie officielle préfabriquée. Dans son ouvrage fondamental *Géopolitique*,

constantes et changements dans l'histoire, il s'est appliqué à dégager à la manière de Jacques Bainville les grandes constantes de la politique des États pour expliquer les relations actuelles entre les nations. Ce réalisme n'a pas été du goût d'Hervé Morin, l'éphémère ministre de la Défense, qui voulut priver Aymeric Chauprade de sa chaire au Collège interarmées, le soupçonnant de complaisance pour les thèses conspirationnistes sur l'attentat du 11 Septembre contre les tours de New York. Alors qu'il fut aussitôt soutenu par ses anciens élèves qui n'avaient aucun prosélytisme à lui reprocher, il lui fut donné raison d'abord le 24 mars 2009 par le tribunal administratif de Paris qui suspendit la décision du ministre, disant qu'elle portait atteinte à une « liberté fondamentale », celle des droits de la défense. Dernièrement on apprenait

que le 1er juin 2011, le tribunal administratif de Paris confirmait l'annulation de la décision prise par le ministre Hervé Morin en soulignant qu'elle résultait « d'une procédure irrégulière ».

Nous tenons à féliciter chaleureusement Aymeric Chauprade, cet écrivain et ce penseur réaliste qui ne se laisse pas intimider par le politiquement correct et qui pense que la France doit maintenir à tout prix son rôle et sa puissance dans le monde comme il le montre dans ses écrits de la *Nouvelle Revue d'histoire* de Dominique Venner, ses publications aux éditions Ellipses et ses interventions fréquentes sur *Radio Courtoisie*. Nous n'oublions pas qu'il fut l'un des fleurons de l'Institut d'Action française où il nous fit plusieurs fois l'honneur de venir nous exposer ses vues toujours prodigieusement éclairantes sur la politique des nations. □ M.F.

□ RIP

Ahmed Djebbour

M. Ahmed Djebbour, qui fut député d'Alger dans la première législature de la V^e République, de novembre 1958 à juin 1962, est décédé à Paris, le lundi 27 juin.



Né à Ténès, ville côtière à l'ouest d'Alger, le 24 juillet 1931 dans une famille de fonctionnaires d'origine kabyle musulmane, attachée à la France, Ahmed Djebbour était diplômé d'une école de commerce. Son frère aîné était décédé lors des combats de la Libération à Marseille. Partisan du développement de l'Algérie dans le cadre du maintien dans l'ensemble français, marié selon le Code civil, Ahmed Djebbour conduit son premier combat électoral, sur le thème de l'assimilation, comme candidat du Front national du combattant, créé par Jean-Marie Le Pen, à une élection législative partielle à Paris, en mars 1958. C'est en portant la contradiction en faveur d'Ahmed Djebbour, le 28 mars, lors d'une réunion publique du candidat qui sera élu, Alexis Thomas, que Jean-Marie Le Pen sera très

gravement blessé à un œil. Ses prises de position publiques feront qu'Ahmed Djebbour sera la victime, le 26 juillet suivant, à Paris, d'un très grave attentat. Mitraillé par un commando FLN au sortir d'un restaurant devant le Collège de France, il sera laissé pour mort, et sauvé après avoir été transporté à la clinique des Gardiens de la paix.

Algérie française

Ahmed Djebbour sera élu quelques mois plus tard, en novembre 1958, lors des premières élections législatives de la V^e République, député d'Alger, dans le cadre du collège unique d'électeurs. Il fait partie, à l'Assemblée nationale du groupe "Unité de la République" qui défend l'Algérie française. Tout au long de son mandat, Ahmed Djebbour se posera en partisan de

l'assimilation des Algériens dans le cadre d'une Algérie française. Il s'élèvera notamment contre le couvre-feu qui visait les Algériens en octobre 1961, et avait fait partie de la commission d'enquête parlementaire sur la manifestation du 17 octobre 1961.

Une page se tourne après l'indépendance

Après l'indépendance de l'Algérie qui met fin à son mandat de député, Ahmed Djebbour cessera sa carrière politique et ne sera plus candidat à aucune élection. Installé à Paris, il accomplira sa carrière professionnelle au sein de la Compagnie d'assurances française pour le commerce extérieur (Coface), en qualité de chargé des pays arabes, où sa connaissance de la langue et de la mentalité arabes sera fort précieuse. Il sera ainsi en poste pendant plusieurs années en Libye. Bouleversé par le sort réservé aux anciens supplétifs de l'armée, Ahmed Djebbour les avait défendus en créant le Front national des rapatriés français de confession islamique (FNRFCI) dont il a assumé la présidence jusqu'en 1974. Ahmed Djebbour et son épouse étaient parents de deux filles dont Soraya, enseignante, qui fut élue au conseil régional d'Île de France en 1986, sur la liste du Rassemblement national, et siégea jusqu'en 1992. Les obsèques de M. Djebbour ont eu lieu, dans l'intimité, le jeudi 30 juin, dans le carré musulman du cimetière de Thiais, où il repose désormais. ■

Didier Béoutis

FÉMINISME

Surenchère de la majorité

Les propositions de l'UMP s'ajoutant aux initiatives du gouvernement, que reste-t-il à la gauche ?

SOUS LA HOULETTE de Jean-François Copé, chanteur notoire de la parité, l'UMP verse délibérément dans la surenchère féministe. En témoignent ses vingt-six propositions présentées le 20 juin « pour arriver enfin à l'égalité ». Faisant écho au rapport de l'IGAS, le parti soutient que « les femmes pourront pleinement investir le marché du travail quand notre vision de la parentalité aura évolué ». Aussi l'entreprise devrait-elle voir en ses salariés « une majorité de mères et de pères [...] tous également susceptibles [...] de prendre un congé parental ». On nous annonce une profusion de quotas. Afin, par exemple,

d'« obliger les administrations à employer 40 % de cadres supérieurs de l'un ou de l'autre sexe d'ici 2015 ». L'UMP envisage même d'ériger la parité en obligation constitutionnelle. Affichant la volonté de « changer inexorablement les mentalités », elle appelle à lutter contre les « stéréotypes », accusés de « contrarier les talents et le potentiel de chacune et chacun ». Et de pointer les médias, qui mettraient en scène « un monde binaire, voire archaïque ». Il conviendrait de placer la publicité sous surveillance, avec « un examen systématique » des campagnes d'affichage.

Dès la maternelle

Une autre proposition vise à « introduire, dès la maternelle, des séances consacrées à la mixité et au respect hommes-femmes ». Avec pour objectif « d'amener les enfants à se sentir autorisés à adopter des conduites non stéréotypées ». Autrement dit, à

s'émanciper de leur identité sexuelle... Dès la rentrée prochaine, les *gender studies* devraient d'ailleurs s'immiscer au lycée. Les programmes officiels de sciences de la vie et de la terre (SVT) se sont gardés de les mentionner explicitement. Mais les manuels scolaires n'observeraient pas la même timidité, si l'on en croit les Associations familiales catholiques. Celles-ci s'en sont inquiétées auprès de Luc Chatel, le ministre de l'Éducation nationale, qui ne leur aurait pas répondu. Le 31 mai, elles avaient lancé une pétition appelant à défendre « la liberté de conscience à l'école ». Affaire à suivre. ■ G.D.



Au fil de la presse



Où les menteurs et autres faussaires se livrent à un révisionnisme orienté au bénéfice d'une idéologie hors-sol de déracinement et d'homogénéisation forcée du monde.

□ Selon La Quadrature du Net (15 juin 2011), le gouvernement « propose de donner à plusieurs ministères le pouvoir d'ordonner la censure de contenus [internet] lorsqu'il est porté atteinte ou qu'il existe un risque sérieux et grave d'atteinte au maintien de l'ordre et de la sécurité publics [...]. Les mesures de censure [...] seraient prises par le gouvernement, sans décision de l'autorité judiciaire et s'appliqueraient en pratique à toute forme de sites ou services d'information en ligne ». La mise en coupe réglée de nos libertés continue.

□ Dans le même registre, le candidat porteur de valises FLN, Hervé Bourges, président du comité permanent de la diversité (sic) de France Télévision, regrette que dans les journaux, comme dans les fictions, « la diversité [soit] trop peu visible. Les hommes blancs en bonne santé restent largement surreprésentés. » (Nouvel observateur, 28 juin 2011) La haine de soi et de ses aïeux, portée à une telle incandescence, confine au suicide mental.

□ Hervé Bourges pourra se consoler en regardant le nouveau film de Roschdy Zem, *Omar m'a tué*, qui réhabilite Omar Raddad. À tort, d'après l'avocat général près la Cour de cassation, Laurent Davenas, qui maintient que le jardinier marocain a bien assassiné sa patronne le 23 juin 1991. Pour lui, « on a fabriqué un innocent. C'est le génie de l'avocat Jacques Vergès. En politisant ce fait divers, il en a fait une affaire exceptionnelle qui a coupé la France en deux. C'est devenu l'affaire du jardinier marocain face à la justice coloniale. [...] Vergès est allé jusqu'à comparer l'affaire Raddad à l'affaire Dreyfus. Je suis désolé, l'affaire Raddad n'est pas l'affaire Dreyfus. » (Le Point, 22 juin 2011) Si la Justice est aveugle, le moins que l'on puisse dire est que les médias ne lui redonnent pas souvent la vue.

□ Mais les politiques ne sont guère mieux inspirés ainsi qu'en atteste l'ahurissant aveu confié à *La Tribune* (19 juin 2011) par le ministre belge des Finances, Didier Reynders, à propos de la crise grecque : « Dès l'entrée de la Grèce dans la zone euro en 2001, on savait les statistiques fausses. Je présidais l'Union européenne à cette époque. Les Européens sont donc pour partie responsables de la situation. » On peine à croire que de tels propos inconséquents puisse être proférés par de hauts responsables politiques ! Il devient urgent de recouvrer chacun

nos souverainetés respectives, c'est-à-dire, nos libertés de choix et d'action sans que celles-ci soient appendues aux incompétences de dirigeants devenus illégitimes, ce, d'autant plus, comme l'assure l'économiste, Guy Millière, que « tous les économistes qui travaillent à l'échelle de la planète considèrent que le rêve européen est achevé, et qu'il s'est achevé comme il devait s'achever : dans une atmosphère de crépuscule annonciateur de chaos » (Les 4 Vérités, 28 juin 2011). Suivons l'exemple de la Russie qui examine « une proposition de loi visant à dispenser la Russie d'appliquer les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme [...] si la Cour constitutionnelle russe les juge [non] conformes à la Constitution » (Le Figaro, 27 juin 2011).

□ Mais cela implique de dire la vérité aux peuples, ce qui nécessite un certain courage pour s'affranchir du politiquement correct. Comme celui du recteur de l'Académie d'Orléans-Tour qui déclare dans un entretien à *La Nouvelle République* (18 juin 2011) que « si on enlève des statistiques les enfants issus de l'immigration, nos résultats ne sont pas si mauvais ni si différents de ceux des pays européens. Nous avons beaucoup d'enfants de l'immigration et devons reconnaître notre difficulté à les intégrer. Commençons par combattre l'illettrisme de leurs parents. » Comme on peut s'en douter, ce constat a fait scandale, ce qui a contraint le recteur à une semi-contrition publique, en dévoilant à l'occasion ses origines immigrées.

□ L'auto-flagellation repentante guette aussi Anne-Marie Le Pourhiet, professeur de droit public et membre de l'influente Association française des constitutionnalistes, qui ose renvoyer dos à dos les revendications homosexuelles et spécistes (qui défend l'indifférenciation entre l'homme et l'animal), motif pris que leur égalitarisme militant reviendrait à consacrer juridiquement des « aberrations », tandis que, dit-elle à juste titre, ces « Khmers roses » s'acharnerent, au contraire, à faire passer pour aberrante « toute expression d'une dissidence intellectuelle, immédiatement qualifiée de "phobie", c'est-à-dire de maladie mentale à éradiquer par un traitement psychiatrique adéquat » (atlantico.fr, 14 juin 2011 et Valeurs Actuelles, 23 juin 2011). Marcher sur la tête serait pourtant si gay...

Aristide Leucate

MONACO

Des princes pour demain

Célébré avec fastes, dans une principauté où le catholicisme demeure la religion d'État, le mariage d'Albert et Charlène contraste avec la grisaille républicaine qui règne sur la France.

Ce samedi 2 juillet, la principauté de Monaco a vécu une de ces fêtes de famille comme seules les monarchies peuvent en connaître. Toute la population communiait dans la joie au bonheur de SAS le "prince souverain de Monaco par la grâce de Dieu" Albert II, cinquante-trois ans, épousant M^{lle} Charlène Wittstock, trente-trois ans, ancienne championne de natation, d'origine sud-africaine.

Religion d'État

Tout s'est déroulé à la perfection dans cette journée paradisiaque et ceux qui, par pure méchanceté, avaient cru bon de faire courir des rumeurs de mésentente entre les fiancés, ont reçu un cinglant démenti. Parmi les invités, on reconnaissait Albert II roi de Belges et la reine Paola, Juan Carlos I^{er} roi d'Espagne, de même que les princes de Savoie, de Suède, et M^{gr} le comte de Paris et Madame, M^{me} Jacques Chirac très acclamée à son arrivée par la population monégasque. Et, finalement, marchant le dernier sur le tapis rouge, comme le veut le protocole, le président de la République, Nicolas Sarkozy, fort acclamé, ayant laissé pour quelques instants à Brégançon Carla enceinte, embrassant M^{me} Chirac et faisant le baise-main à la reine des Belges. Tout cela avant l'arrivée du Prince souverain qui, en uniforme de carabinier, tout sourire et réellement rayonnant, a accueilli la mariée au bras de son père dans sa robe splendide qui mettait en valeur sa taille élancée. Alors la messe a pu commencer. Heureux État dont le chef n'a pas honte de répondre aux prières, de faire ses signes de croix, ses génuflexions, de recevoir la sainte communion. On est loin du glacié de la laïcité. À Monaco le catho-



L'État n'est qu'un monstre froid, quand il n'est pas incarné par un être de chair et de sang.

licisme se montre ; il est religion d'État (Charlène a dû s'instruire du catholicisme et s'y convertir, pour pouvoir épouser Albert) et ses habitants en sont fiers, tout en marquant toutefois un certain tolérance envers les autres cultes. L'évêque de Monaco, M^{gr} Bernard Barsi, a rappelé aux mariés le devoir d'eux-mêmes et des enfants qui naîtront de cette union de faire rayonner dans les institutions et dans l'esprit de la principauté l'amour divin. À ce moment-là, Charlène, sortant de sa timide réserve, lança à Albert un regard angélique qui en disait long sur leur volonté de fonder un foyer. La messe était rehaussée par les chants du chœur et l'orchestre de l'opéra de Monte-Carlo, lesquels ont interprété la messe du Couronnement de Mozart, puis une pièce de Camille Saint-Saëns, l'*Ave Maria* de Schubert (nous nous per-

mettrons de préférer celui de Gounod...) et une pièce de Haendel. Puis a retenti l'éclatant *Domine Salvum fac Principem nostrum*, qui arrache toujours des larmes à la princesse Stéphanie et montre à la face de l'Europe apostate qu'à Monaco le laïcisme et les valeurs républicaines ne font pas la loi.

Pétales de roses

Puis les nouveaux mariés sont sortis et, passant sur la place du palais, ont été inondés de pétales de roses par la population monégasque, dont le prince connaît tout le monde par son nom et qui n'avait rien laissé passer de la cérémonie retransmise sur des écrans géants. Moment haut en émotion aussi : celui où dans l'église Sainte-Dévote, la nouvelle princesse essuya une larme en

écoutant une très jeune fille chanter d'une voie sublime le chant à la jeune martyre du III^e siècle, sainte patronne de Monaco et de la famille princière. La mariée a déposé son bouquet sur l'autel comme le font toutes les Monégasques le jour de leurs noces.

Continuité dynastique

Il est donc à présent marié, l'actuel descendant du premier des Grimaldi, qui, fuyant Gênes infestée par les Gibelins (adversaires du pape), vint s'emparer en 1297 de la citadelle avec l'aide des frères franciscains, scellant ainsi un pacte avec l'Église qui devait toujours plus se resserrer. Avec Charlène et les enfants qu'elle lui donnera, il lui revient d'accroître la grandeur de l'héritage, de moderniser la principauté tout en veillant à ce qu'argent et éthique se conjuguent toujours et en restant fidèle à la tradition inaugurée par Albert I^{er}, son grand-père, de servir l'environnement et l'avenir de la planète. Albert II, qui tient fermement les rênes de l'exécutif, a les moyens politiques d'y parvenir. Avoir à ses côtés une femme resplendissante, dans la tradition des somptueuses grandes rencontres et des grands festivals qui se tiennent à Monaco, le servira. On s'évertue ici ou là à comparer Charlène à Grace que cinquante années séparent. La princesse Grace (1929-1982) fut certes la grande dame la plus distinguée d'Europe au XX^e siècle. Charlène, avec sa réserve et sa timidité qu'elle vaincra, possèdera en propre une autre forme de beauté, bien à elle ; elle s'est déjà pliée aux fastes de la principauté et s'affirmera bientôt dans son rôle. Souhaitons-lui d'avoir très tôt de nombreux enfants ; ce sera pour elle le meilleur moyen de régner sur les cœurs des Monégasques et des amis de Monaco, comme aussi de tant de Français qui ont rêvé ce samedi devant leur poste de télévision de retrouver une famille à aimer, en qui s'incarneraient toute les joies et tous les espoirs de la nation. L'État, quand il n'est pas incarné par un être de chair et de sang, n'est qu'un monstre froid. ■

Michel Fromentoux



À lire et à offrir

Depuis qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor.

Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Tel quel, ce recueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité.

À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugois. □

✓ Sous la direction de Pierre Pujo, *Le Trésor de l'Action française*, éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros ; disponible à nos bureaux, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris ; 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

BELGIQUE

En attendant Godot

Le francophone Elio Di Rupo poursuit sa mission de formateur avec un optimisme très mesuré.

LES BELGES attendent Godot. Pour eux, le héros d'Ionesco s'appelle Elio Di Rupo. À la parution de ces lignes, celui-ci aura vraisemblablement peaufiné son devoir d'été. On parle d'une note, petit roman d'une centaine de pages. Le *best-seller* de l'année ? On en doute et Di Rupo le premier. À des oreilles attentives, il aurait confié qu'il ne s'accordait à lui-même qu'une chance sur dix. Très insuffisant pour passer son bac ! On sait que la note comprend une solution pour BHV, l'arrondissement bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde, qui sera scindé. Quelles seront les compensations offertes aux francophones ? Il y aura assurément des mécontentements. On sait aussi que les allocations de chô-

mage seront majorées. Mais en contre-partie, elles seront échelonnées selon un principe dégressif, donc limitées dans le temps. Déjà des voix syndicales s'élèvent pour dénoncer les capitulations du PS.

Collusion au parlement

Les critiques venues du camp socialiste sont avivées par les relations cordiales entretenues par Didier Reynders, le ministre libéral des Finances, et Bart De Wever, le président de la NVA, le parti nationaliste flamand. Il y a quelque temps, Reynders a introduit De Wever au Cercle de Wallonie où il était l'invité des patrons wallons. Rebelotte la semaine dernière, Bart rendant la pareille à Didier - dans les deux langues - devant un public d'hommes d'affaires à Gand. Les présents se sont plu à souligner leur humour, leur cynisme et leur complicité. De plus, libéraux francophones et NVA se sont retrouvés au Parlement pour durcir la politique d'immigration. Cela est-il annonciateur de la coalition à venir ?

Si on se limitait au socio-économique, sans nul doute. Mais l'institutionnel prime. Et c'est là, pour reprendre l'expression consacrée, que « *les Romains s'empoignent* ». Le MR, Mouvement réformateur, est une association de partis où les libéraux (majoritaires) sont associés aux francophonismes du FDF (Fédération des démocrates francophones) et aux quelques chrétiens du MCC. Or, le président du FDF, Olivier Maingain a fait un coup d'éclat à *Matin Première (RTBF)*. Bart de Wever ? C'est l'égal de Jorg Haider qui glorifiait les SS, d'Umberto Bossi et son régionalisme xénophobe ou de Viktor Orban et ses milices en train de fasciser la Hongrie. Rien que cela. Fureur dans les rangs libéraux où l'on s'efforce d'arrondir les angles. Di Rupo va devoir assembler toutes les pièces du puzzle. La moindre déclaration intempestive (ou non) viendra les balayer. C'est dire qu'il ne suffit pas qu'on attende Godot et qu'il vienne pour résoudre la quadrature du cercle. ■

Charles-Henri Brignac

» HABSBOURG

Nous apprenons juste au moment de boucler ce numéro la mort de l'archiduc Otto de Habsbourg. Ses funérailles auront lieu le 16 juillet à Vienne après un requiem à la cathédrale Saint-Étienne. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cette grande figure européenne.

VOUS CHERCHEZ L'AF 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter : www.trouverlapresse.com

□ CONTROVERSE

Quel alibi pour la Libye ?

L'intervention française en Libye nourrit les controverses jusque dans nos rangs. Rapport à l'appui, les plus critiques ne manquent pas de pointer des luttes claniques, négligés par la vulgate médiatique.

Les Américains ont eu l'Irak et l'Afghanistan. Pour faire bonne mesure, il manquait la Libye à Sarkozy dont l'atlantisme n'a d'égale que sa courte vue instantanéiste, au prix d'un enlèvement militaire et diplomatique, que Juppé, désavouant pourtant le chef de l'État, n'a pas le courage de dénoncer en démissionnant.

La Libye clanique

Une délégation internationale d'experts dépêchée par le Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CI-RET-AVT) s'est rendue en Libye en avril afin d'évaluer la situation. Dans son rapport publié le 30 mai dernier, la délégation conclut sans circonlocutions que « la "révolution" libyenne n'est ni démocratique, ni spontanée. Nous sommes en présence d'un soulèvement armé organisé de la partie orientale du pays [la Cyrénaïque], dans un esprit de revanche et de dissidence. » Ce constat n'est guère surprenant en soi, si l'on se souvient des propos de l'africaniste Bernard Lugan, en février 2011 qui, décrivant la Libye comme un conglomérat de plus de cent cinquante tribus, expliquait qu'« aujourd'hui c'est tout le système d'alliance avec la Cyrénaïque qui a volé en éclats. La date clé du système Kadhafi est 1993 quand un coup d'État des Warfallah [une des deux principales tribus de Libye qui s'oppose aux Meghara de Tripolitaine] fut noyé dans le sang [...]. Les tribus de Cyrénaïque n'attendaient qu'une occasion pour se révolter et elle se présenta durant le mois de février 2011. Elles s'emparèrent alors de la région et arborèrent le drapeau de l'ancienne monarchie. » Les rebelles créèrent, en février 2011, le Conseil national de transition (CNT), que la France, prenant ses partenaires européens par surprise, s'est empressée de



Des insurgés libyens à Benghazi

reconnaître comme l'autorité légitime en gestation. Or, la mission d'expertise de la CI-RET-AVT semble plutôt sceptique sur les intentions autant que sur la nature réelle du CNT : « Si l'on peut souhaiter la fin du régime actuel, il importe, en toute équité, de formuler des réserves au sujet du CNT [...], coalition d'éléments disparates aux intérêts divergents, dont l'unique point commun est leur opposition déterminée au régime. »

L'alibi monarchiste ?

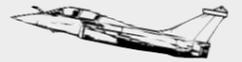
La volonté d'en découdre et d'avoir la peau du tyran de Tripoli, complaisamment relayée par les médias occidentaux, autorise, de fait, toutes les manipulations. La tentation de comparer ce conflit inter-clanique, avec les "printemps arabes" de Tunisie et d'Égypte a saisi jusqu'au vertige nos belles âmes friandes de droit d'ingérence et de démocratie accouchée au forceps. Or, d'une part, comme le souligne le rapport d'expertise, « la révolution libyenne n'est pas [...] une révolte pacifique [...] et n'a pas de racines socio-économique », la Libye,

connaissant, par ailleurs, un des plus hauts niveaux de vie du monde arabe. D'autre part, la couverture des événements de Libye a fait l'objet « d'exagérations, voire de désinformation pure et simple ». Ainsi, par exemple, le régime en place n'a jamais fait bombarder Tripoli et Kadhafi n'a jamais fait distribuer du Viagra à ses troupes. Pis, c'est à partir de ces bobards que « la résolution 1973 de l'ONU a été votée [...] sans qu'aucune commission d'enquête préalable ne se soit rendue sur place » et que Kadhafi est poursuivi par la Cour pénale internationale. Rappelons que les convulsions révolutionnaires du moderne royaume sunnite du Bahreïn ont été falsifiées par médias et chancelleries, qui soutinrent les agitateurs islamistes chiites. En tout état de cause, il est urgent de raison garder, tant à l'égard de la presse dite "libre" qu'à celui d'une opposition qui agite le drapeau monarchiste, opportunément déterrée pour mieux masquer le réveil du vieil irrédentisme islamique. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

LIBYE

Un rapport d'étape



L'intervention franco-britannique en Libye vient de franchir le cap des cent jours. Le moment d'un bilan.

CETTE OPÉRATION que l'on avait programmée et espérée rapide s'enlise. Le régime du colonel Kadhafi, aussi exécutable qu'il soit, vu de l'Occident, répressif et largement liberticide, tient toujours la majeure partie du pays et suscite même des manifestations de masse en sa faveur. La "coalition" anti-Kadhafi agissant sous la bannière de l'Otan se rétrécit. Les Américains se tiennent pratiquement à l'écart et Washington prononce surtout des diatribes contre le dictateur de Tripoli. La Belgique va réduire la présence de sa force, d'ailleurs symbolique. L'Italie s'oriente vers la même attitude. Les forces norvégiennes auront quitté le "front" d'ici à quelques jours. Resteront les Français, les Britanniques, qui se font de plus en plus discrets, et... les Qataris, ou presque. L'opération sera-t-elle bientôt exclusivement française ? La question va se poser peut-être.

Quel objectif ?

On pourra demander alors quel est l'objectif de guerre de Paris. S'agissait-il uniquement, ou prioritairement, d'une opération électoraliste visant à redorer le blason d'un président en difficulté dans les sondages, par une victoire militaire que l'on croyait facile et qui se révèle compliquée ? Après l'envoi des hélicoptères de combat français, voilà qu'on révèle le parachutage d'armes aux rebelles par les services français. Est-ce conforme aux résolutions onusiennes ? On peut en discuter sérieusement. La Russie, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde expriment leur désaccord. Le rapide voyage à Moscou d'Alain Juppé et ses longues conversations avec son homologue Sergueï Lavrov ne semblent pas avoir calmé les Russes. Une partie de ces armes ne va-t-elle pas passer entre les mains des islamistes déjà très présents et très actifs

dans les rangs de la rébellion ? Un mandat d'arrêt international vient d'être lancé par le "tribunal spécial" de La Haye contre le colonel libyen et son fils aîné, Saïf Al-Islam. Au moment même où ce mandat était lancé et rendu public, le président soudanais el-Bachir, lui aussi "recherché" par la "justice internationale", entamait une visite d'État particulièrement médiatisée à Pékin. Manière de faire savoir au monde entier le peu d'efficacité de ces mandats lancés contre des chefs d'État.

Médiation africaine

Le dimanche 3 juillet, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui tenait un sommet dans l'ex-Guinée portugaise, ont proclamé à l'unanimité qu'ils tenaient comme nul et non avenu ce mandat. Un véritable camouflet. Ce tribunal fait malheureusement figure d'un instrument de justice aux mains des vainqueurs ou de puissances occidentales. Il se serait temps de reconsidérer son rôle, ses objectifs et le domaine de sa compétence : simple moyen de pression politique et médiatique au service de quelques États, ou instrument et expression d'une véritable justice au service des droits fondamentaux de l'homme ? La guerre de Libye, déjà dans l'impasse, s'enlise donc, et on n'ose à peine le dire ou l'écrire. Elle n'intéresse plus grand monde. Mais la note à payer risque d'être lourde. Et, pis encore, la guerre pourrait ne pas être gagnée. Au moment où nous écrivons, dimanche soir, une tentative de médiation de la Russie et de l'Afrique du Sud, s'esquisse. Cela serait peut-être un moyen honorable de sortir de l'impasse. D'autant plus qu'à Tripoli on se montre, apparemment, plutôt favorable à une solution de compromis. □

Pascal Nari

LIBAN

Un gouvernement sous tensions



Le Liban s'est dotée d'un nouveau gouvernement, cinq mois après la démission du précédent cabinet présidé par Saad Hariri, fils de feu Rafiq Hariri assassiné en février 2005.

CETTE DÉMISSION était intervenue à l'issue du retrait des ministres du Hezbollah, que le Tribunal spécial pour le Liban (TSL), mandaté par les Nations Unies, accusait d'être mêlé à ce meurtre. Dans un premier temps, la Syrie et le régime du président Bachar el-Assad avaient été mis en cause, comme ils l'avaient été à l'occasion des cascades d'assassinats de

personnalités libanaises entre 2005 et 2009. Après le retrait syrien en mars 2005, un nouveau clivage a divisé le pays du Cèdre. D'un côté, malgré ce retrait, une majorité sunnite et une partie des chrétiens ont formé le groupe du "14 mars" (date d'une grande manifestation contre l'occupation syrienne). De l'autre, le groupe du "8 mars" (référence à la manifestation des nostalgiques de la présence syrienne) comprend essentiellement des membres chiites du Hezbollah ; une partie des chrétiens, notamment des proches du général Michel Aoun, l'ont rejoint afin de constituer une majorité au parlement. Ce nouveau gouvernement, présidé par un sunnite, comporte une majorité de ministres du courant du "8 mars" : un grand nombre de chrétiens du courant du général Aoun, des ministres du Hezbollah et de l'autre mouvement chiite, Amal. Les personnalités sun-

nites proches de Saad Hariri, qui a quitté le Liban pour avoir été informé d'une menace pesant sur sa sécurité, ont refusé de participer. Elles se sont érigées en opposition à ce gouvernement qui leur semble à majorité pro-chiite. Le 30 juin dernier, le Tribunal spécial pour le Liban a remis son acte d'accusation, faisant état de l'implication de quatre suspects appartenant au Hezbollah afin qu'ils soient déférés à La Haye. L'instrumentalisation de cette instance judiciaire internationale, contestée pourtant par bon nombre d'États, y compris les États-Unis, réussira-t-elle à créer une tension inter-communautaire au Liban et à le déstabiliser, à l'instar des manœuvres qui, sur fond de démocratie et de liberté, sèment le chaos dans les autres pays arabes ? ■

Élie Hatem

» TÉMOIGNAGE

Le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme s'est rendu récemment en Libye. Il a observé des manipulations médiatiques relatives au conflit, notamment les exactions de rebelles soutenus par des islamistes comme par les occidentaux. Il a été étonné de constater que la population de Benghazi avait été plutôt victime de massacres effectués par des mercenaires islamistes. À son retour, il a stigmatisé une ingérence française au nom de la "démocratie". □ E.H.

INSTITUTIONS

L'exception marocaine

S'appuyant sur une identité forte et un roi réformateur, le Maroc se dote d'une nouvelle constitution. En dépit du "printemps arabe", c'est l'aboutissement d'un mouvement initié depuis des années.

Le 1er juillet dernier, les Marocains se sont massivement rendus aux urnes afin de se prononcer par référendum sur une nouvelle constitution qui, installant le royaume dans une certaine modernité institutionnelle, confirme du même coup l'"exception marocaine" : un véritable régime mixte où l'affirmation de la démocratie et la reconnaissance du rôle du parlement n'entraînent pas pour autant l'évanouissement du monarque en tant qu'autorité politique. Bref, un système qui, pour reprendre les mots du doyen Vedel à propos de Mohammed V, conduit « à réviser l'idée simpliste selon laquelle une monarchie peut engendrer la démocratie, mais par une sorte de dépérissement de la fonction royale ».

Décentralisation

Comme le roi Mohammed VI l'expliquait le 17 juin dernier en présentant à la nation le projet constitutionnel, celui-ci se veut un pas supplémentaire dans la voie de la démocratisation et de l'État de droit. Et de fait, ce que l'on retient d'emblée de la lecture du texte, c'est une avancée démocratique se traduisant à la fois sur un plan local - avec une décentralisation centrée sur le rôle des régions -, et sur un plan national - avec l'affirmation du caractère constitutionnel et parlementaire de la monarchie. L'expression « monarchie constitutionnelle », déjà présente dans la constitution précédente, signifie qu'il s'agit d'un système organisé autour d'une norme fondamentale à laquelle doivent se soumettre toutes les institutions. Le terme « parlementaire », ajouté dans la nouvelle constitution, indique quant à lui le rôle central du parlement, ou plus exactement, de la Chambre des représentants, élue au suffrage universel direct et dotée d'une légitimité démocratique. En outre, il suppose, en face du corps législatif, l'existence d'un gouvernement politiquement responsable : en l'occurrence, un gouvernement dont le chef sera choisi par le roi au sein du parti ayant remporté le plus grand nombre de voix aux élections législatives, et qui devra recevoir l'investiture de la chambre. Au total, le texte établit un régime parlementaire assez comparable à ceux de nombreux pays développés. Et la similitude ne s'arrête pas là. En matière de droits et de libertés fondamentales, en particulier, la nouvelle constitution marocaine se veut spécialement audacieuse, selon le souhait exprimé par le roi. De fait, elle ne se borne pas à énumérer, longuement, les droits reconnus aux Marocains, elle constitutionnalise aussi un certain nombre d'organes chargés



Le roi conserve une place centrale.

de les garantir, transforme l'autorité judiciaire en un véritable « pouvoir judiciaire », et fait du Conseil constitutionnel une « Cour constitutionnelle » au caractère juridictionnel fortement affirmé. Enfin, détail non négligeable, la nouvelle constitution "sanctuarise" les droits et libertés en prévoyant, dans un article 175, que ceux qu'elle a reconnus ne pourront plus, à l'avenir, faire l'objet d'une révision. En somme, ils ne pourront être remis en cause : disposition très significative de l'orientation générale de la nouvelle constitution. En même temps, celle-ci est tout, sauf banale : dans son contenu comme dans le contexte qui a précédé à son élaboration, on peut même y voir une manifestation supplémentaire de l'"exception marocaine". En effet, cette nouvelle constitution ne saurait, malgré la coïncidence chronologique, être considérée comme l'un des résultats du (soi-disant) "printemps arabe" - et ce, pour au moins deux bonnes raisons.

Mouvement sporadique

En premier lieu, les manifestations révolutionnaires massives qui se sont produites en Tunisie, en Égypte, au Yémen ou en Syrie, ont pratiquement épargné le royaume du Maroc. Comme on pu le constater les médias occidentaux, le mouvement dit du

"20 février" y est resté sporadique, disparate, quantitativement modeste et finalement marginal, ne parvenant à toucher ni les masses, ni les élites. Au Maroc, la situation était, il est vrai, infiniment moins propice à de tels soulèvements que partout ailleurs, en raison d'une identité nationale ancienne et fortement affirmée, du lien immémorial existant dans ce pays entre la monarchie et la nation, et enfin, d'un réformisme royal qui contraste de façon saisissante avec l'immobilisme despotiques des républiques arabes. C'est pourquoi ni les pouvoirs publics, ni les structures constitutionnelles n'y ont fait l'objet d'une contestation sérieuse.

Un vieux projet

Mais si la nouvelle constitution ne doit pas être interprétée comme une suite du "printemps arabe", c'est tout simplement parce qu'elle était déjà "dans les tuyaux", longtemps avant qu'il n'éclate. Depuis son intronisation en 1999, Mohammed VI a ainsi développé une "nouvelle doctrine de l'autorité" qui s'est traduite, entre autres, par l'affirmation de droits nouveaux, par la création d'instances de protection et de garantie ou encore par la mise en chantier, en janvier 2010, d'un vaste projet de « régionalisation avancée ». Autant d'éléments que l'on retrouve aujourd'hui dans la constitution

COLLOQUE

Regards croisés sur le Maroc



S'IL FALLAIT aux Français, prévenus contre le roi du Maroc par des *media* englués dans leurs préjugés et désireux de voir fleurir partout des "printemps arabes" dans le sang et l'anarchie, une explication de la large victoire du "oui" au référendum constitutionnel du 1er juillet dernier, la journée d'études, organisée dans les locaux de l'ENA à Paris, le vendredi 30 juin, par l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG), la revue marocaine *Remald* et la faculté de droit de l'université Paris Descartes, la leur aurait fournie. Cela grâce à la grande qualité des intervenants, tant marocains que français, qui ont présenté des regards croisés et souvent complémentaires sur les différents aspects de la nouvelle loi fondamentale du royaume, « constitution des droits de l'homme » selon les propres mots de Mohammed VI (discours du 17 juin).

Un débat stérile

On notera tout d'abord que ce texte, approuvé par le peuple à plus de 90 %, avec un taux de participation de 73 %, lors d'un scrutin dont personne n'a pu contester la sincérité, est le fruit naturel de l'évolution de la question constitutionnelle depuis l'indépendance, présentée par le Pr Michel Rousset, "père" du droit administratif marocain. Du reste, comme l'a remarqué d'entrée de jeu Charles Saint-Prot, directeur de l'OEG, chercher un modèle étranger à la nouvelle constitution marocaine serait un « débat stérile », le Maroc étant une nation suffisamment ancienne et politiquement structurée pour susciter son propre modèle. Loin d'être une réforme « conjoncturelle », elle constitue « une évolution audacieuse dans la stabilité ». Le Pr Christophe Boutin a insisté sur le fait que la nouvelle

constitution confirmait la légitimité du roi en tant que « garant », « arbitre » et « moteur » du royaume, et constitue donc un « nouveau pacte historique entre le trône et le peuple ». D'ailleurs, comme l'a noté le Pr Abdellah Harsi, de la faculté de droit de Fès, c'est à un rééquilibrage des pouvoirs et à leur séparation réelle que le texte aboutit, au grand dam de ceux qui auraient aimé que le roi du Maroc perde tout rôle politique ; un roi pour lequel, a encore noté le Pr Benyahya, co-directeur de la *Remald*, « la réforme de la justice », qui devient un véritable pouvoir, « était une préoccupation majeure ». Citant Edmund Burke (« Un État sans les moyens de changer se prive des moyens de se conserver »), le constitutionnaliste Frédéric Rouvillois a montré comment ce texte « maroc-marocain » permettait « une combinaison originale entre une monarchie pleine et entière et une authentique démocratie ». « Pour faire avancer le Maroc, a-t-il conclu, le roi doit continuer d'être un roi ». Le débat qui a suivi avec la salle a permis notamment à M^{me} Nadia Bernoussi et à M. Najib Ba Mohamed, deux membres de la Commission consultative pour la révision de la Constitution, de confirmer combien ce texte reprenait les *memoranda* que partis politiques, syndicats et société civile leur avaient soumis. Pour finir, Charles Saint-Prot a ironisé sur ceux qui voudraient que « le roi du Maroc devînt la reine d'Angleterre », un « luxe institutionnel » que le pays ne peut pas se permettre. □

François Marcilhac

qui vient d'être adoptée, laquelle n'apparaît donc ni comme une surprise, ni comme une révolution, mais bien comme l'accomplissement d'un mouvement initié depuis des années. De là provient aussi, du reste, un autre élément caractéristique : le fait que la constitution, parce qu'elle n'a pas été élaborée sous la pression de la rue, parce qu'elle a été longuement réfléchie et préparée, n'abandonne pas en rase campagne les pouvoirs du monarque - ce que font inévitablement les constitutions révolutionnaires, qui sacrifient toujours sans hésiter les dirigeants vaincus aux puissances victorieuses. Dans la nouvelle constitution, le roi, qui en est du reste l'initiateur, conserve une place centrale. Une place que, vu de France, on pourrait comparer à celle du président de la V^e Ré-

publique - elle-même définie à l'origine comme un régime authentiquement parlementaire, en même temps que comme une "monarchie républicaine". Représentant suprême de l'État, arbitre, garant et gardien des institutions, le roi du Maroc conserve les moyens d'agir en cas de blocage ou de menace, mais aussi lorsqu'il lui apparaît opportun de faire évoluer le système. En définitive, il reste le cœur agissant d'un véritable régime mixte : d'une combinaison inédite où la légitimité démocratique coexiste avec la légitimité monarchique, conformément à la tradition et aux aspirations du pays. Et voilà pourquoi, le 1er juillet dernier, les Marocains ont entendu plébisciter leur nouvelle Constitution, celle du roi et du peuple... ■

E. Marsala

□ PEINTURE & HISTOIRE

Les cimaises de l'été

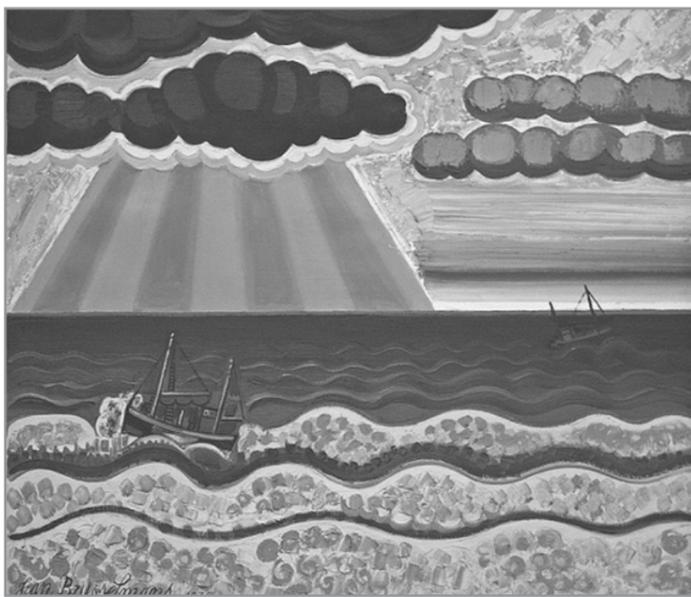
Du Nord au Sud, de Sète à Laethem Saint-Martin, le patrimoine s'offre à des multiples escapades culturelles. Rencontre avec Paul Valéry, Gabriel Couderc, Toussaint Roussy, les artistes de la collection Tony Herbert...

La période estivale est celle du *farniente*. Il n'est pas nécessaire pour autant de bronzer idiot. Les lieux de vacances peuvent être aussi des lieux de culture. Profitons-en, élargissons l'horizon géographique. Les cimaises de l'été nous ont conduit dans le sud, sur les rivages méditerranéens, à Sète et, pour les Français, au nord du Nord, à Laethem Saint-Martin près de Gand, en Belgique, à moins d'une heure de Lille.

Paul Valéry et ses invités

Sète est une jolie ville où les joutes nautiques au son des tambourins attirent les *aficionados* et les touristes. Deux noms illustrent Sète. Ceux de Brassens et de Valéry. Tous deux reposent dans le cimetière marin. Le musée de Sète, bordé par le cimetière, a pris le nom du poète et une salle entière est consacrée à Paul Valéry. « *La mer, la mer toujours recommencée...* » Cette mer tant chérie, un beau coquillage nacré la lui faisait entendre sur sa table de travail. Dans les vitrines où s'ordonnent des croquis, des lettres, des poèmes, il y a le premier manuscrit du cimetière marin. « *Ce toit tranquille où marchent les colombes...* » Valéry, très jeune, est taradé par l'au-delà. Sur un feuillet écrit entre ses treize et quinze ans, on peut lire : « *Je veux m'en aller tout là-haut.* » À cette aspiration juvénile se mêle un sentiment de révolte : « *Quel est ce Dieu qui nous lie sur la terre perfide et fausse ?* » Le poète s'y essaya : « *Le vent se lève. Il faut tenter de vivre.* »

Le portrait de Paul Valéry par la duchesse de La Rochefoucauld montre un homme déjà âgé, dont la distinction naturelle accompagne les angoisses métaphysiques. Le musée qui porte son nom a été rénové l'an dernier. Avec bonheur. Une exposition Dufy, pour sa réouverture, avait fait recette. Cette fois, il ouvre ses salles à Juan Gris¹. Son nom s'inscrit entre ceux de Braque et de Picasso. Il fait la connaissance de ce dernier et d'Apollinaire lorsqu'il arrive à Paris en 1906 et s'installe au Bateau-Lavoir. Avec son prénom de Grand d'Espagne, il acquiert très vite une place originale dans le cubisme. Ses thèmes d'inspiration sont simples ; souvent ils appartiennent au quotidien : une tasse, un livre, un verre et un journal. Il s'explique : « *Je compose avec des abstractions et j'arrange quand ces couleurs sont devenues des objets.* [...] *J'arrange le blanc pour le faire devenir un papier et ce noir une ombre.* » À Braque, qui d'une bouteille fait un cylindre, il répond : « *D'un cylindre je fais une bouteille.* »



La Tempête par Jean Brusselmans

Parmi les œuvres exposées, peu laissent indifférent. On devrait dire aucune. Certaines retiennent davantage l'attention, tels *L'Arlequin à la guitare*, *Le Tambourinaire* ou encore cette *Maison à Beaulieu*, dont les formes géométriques, loin de l'étouffer, suscitent le rêve en vert et gris ardoise. L'exposition rassemble des œuvres venues tant de collections publiques que de collections privées. Juan Gris, mort jeune, à quarante ans, avait conscience de sa singularité. Évoquant sa peinture, il la comparait à « *l'autre* » et disait qu'elle était « *ce que la poésie est à la prose* ».

Les artistes de Sète

Ce serait un tort, après avoir admiré Juan Gris, d'ignorer le fonds permanent du musée. Sans vouloir établir un catalogue, quelques toiles, quelques noms retiennent le regard des Sètois, parmi eux comme il se doit. Gabriel Couderc, né à Sète en 1905, devint conservateur du musée. Qu'il s'agisse du *Souk d'Alep* ou de son *Boulangier*, on est séduit par la douceur des couleurs de cet ami de Dufy qui fonda l'École de Sète. Toussaint Roussy est un autre Sètois. Lui appartient au XIX^e siècle, même s'il meurt en 1931. Son tableau *À bord de Hérault* (1897) relève d'un académisme réussi. Devant un vieil officier assis et lisant, un mousse raide comme la justice, tenant un fusil plus grand que lui. L'académisme n'exclut pas l'humour. Nous citerons encore ces *Voiliers à Sète*, dus à Albert Marquet, où les bleus très pâles et lumineux se conjuguent au blanc cassé, des couleurs délicates et une jolie scène. Du Marquet, tout simplement. Laissons voguer ces voiles gonflées de mistral et mettons le cap sur le Nord. S'il existe une École de Sète, la fin du XIX^e siècle, le début du XX^e, ont vu naître et

s'épanouir en Belgique, en Flandre, une École de Laethem Saint-Martin. Devenu aujourd'hui très résidentiel, c'était à l'époque un petit village bordé par les eaux tranquilles de la Lys en lisière de Gand. Les noms d'Émile Claus, de Gustave et Léon De Smet, de Fritz Van Den Berghe, d'Albinus Van Den Abeele (qui fut secrétaire communal d'Anthelme), de Permeke figurent dans l'ouvrage monumental des frères Haesaert. Leurs œuvres sont dispersées dans les musées de Gand, de Loethem et de Deinze.

Actuellement, à Laethem, le musée Dhondt-Dhaenens² déborde de ce cadre purement laethémien en exposant une cinquantaine de toiles de la collection Tony Herbert (1902-1959). Cet industriel du textile courtraisien était un amateur d'art et un mécène. Attaché à sa terre natale, il concentra ses engouements sur l'expressionnisme flamand. Il en devient, de loin, le collectionneur le plus important. C'est donc une petite partie de son trésor pictural qui est ici proposé, mais remarquable. Des Laethemois nous retiendrons Gustave De Smet avec son *Bal*,

transposition des guinguettes de Renoir revues par Brel chantant *Les Flamandes...* Fritz Van Den Berghe et ses amoureux, campagnards robustes perdus dans leur rêve... Mais la révélation est sans nul doute les Brusselmans. Le peintre avait des grands-parents aubergistes qui tenaient dans un quartier de Bruxelles un cabaret répondant au nom poétique de La Demi-Lune. Son père était violoniste et sa mère choriste à la Monnaie. Parmi les toiles exposées, *La Tempête*, avec l'alternance d'un soleil qui déverse ses rayons comme les chutes du Niagara en torrent et les nuages d'un noir d'ébène surplombant une barque de pêcheurs prise dans les vagues moutonnantes à l'image d'une toison. L'effet est extraordinaire. Dans une gamme bien différente, on aura un coup de cœur pour Rik Wouters, son portrait lumineux et coloré de *Madame Giroux*, la femme de son galiériste et ses croquis de Rel, sa propre femme, dans les scènes les plus humbles du quotidien, Rik Wouters, mort de maladie à trente-trois ans. Autant de noms sans doute peu connus des Français, et pourtant de grands artistes.

Visite aristocratique

Voilà pour les amateurs d'art. Et s'ils sont aussi des passionnés d'histoire, qu'ils ne manquent pas de visiter Gand. Une ville dont Edwige Feuillère nous louait « *l'aristocratie des monuments* ». Parmi les Gantois de naissance, il y eut Charles-Quint, Maurice Maeterlinck, Prix Nobel de littérature, et Pierre Degeyter, l'auteur de la musique de *L'Internationale*. Ce qui retiendra sans doute davantage les lecteurs de *L'AF*, c'est l'hôtel Dhaene Steenhuyse, rue des Champs, en plein cœur de Gand. C'est là, durant les Cent Jours, que Louis XVIII signait ses Édits « *de notre château royal de Gand* ». Gand où se retrouvèrent Chateaubriand et Alfred de Vigny, mousquetaire gris du Roy. Gand qui, au moins durant cent jours, fut « *capitale du royaume de France* ». ■

Charles-Henri Brignac

¹ Musée Paul Valéry, tous les jours de 9 h 30 à 19 heures, jusqu'au 31 octobre.

² Musée Dhondt-Dhaenens, tous les jours sauf les lundis, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 9 octobre.

ROMAN

Souvenir et douleur

À DOUZE ANS, Steven désespère d'être un garçon comme les autres. À l'absence du père, à l'exaspération d'une mère qui s'échine à faire, seule, vivre ses enfants, s'ajoute la présence obsédante de sa grand-mère, murée dans le chagrin et le déni depuis qu'un soir d'été des années quatre-vingt, Billy, son fils de onze ans, parti jouer sur les landes derrière la maison, n'est jamais rentré... Victime d'Arnold Avery, tueur en série qui désolait alors le Devon et enleva, viola, tortura et étrangla une douzaine d'enfants. Mais Avery n'a jamais reconnu certains crimes, ni, par conséquent, accepté de dire ce qu'il avait fait des cadavres. Et cette incertitude détruit tout. Alors Steven s'est mis en tête de retrouver son oncle. D'abord en creusant follement la lande en quête d'un corps à rendre à sa grand-mère, puis, devant l'inanité de ses recherches, en s'adressant directement à l'assassin. Mais, si déterminé et intelligent qu'il soit, que peut un garçon de douze ans face à un pervers prédateur de la pire espèce ?

Avec *Sous les bruyères*, Belinda Bauer donne bien autre chose qu'un très remarquable roman policier dont l'étrangeté est d'être achevé - on sait qui a tué qui, comment et pourquoi, le coupable purge sa peine depuis longtemps - au début de l'intrigue. Son livre est une interrogation lancinante sur le souvenir, la douleur, le désespoir, les ravages du mal qui s'étend, perdure, tarade sans que le temps puisse rien apaiser. Aussi sur les liens familiaux, cet amour, cette tendresse que, trop souvent, l'on ne sait pas exprimer et qui revêtent une intolérable dimension en cas de malheur. Étonnamment profond donc, ce qui ne nuit nullement au suspense. □ A.B.

✓ Belinda Bauer, *Sous les bruyères*, 10-18, 295 p., 7,80 €.

LIVRES

Des souvenirs exhumés

Michel-Bernard Cartron signe les *Mémoires apocryphes* de Louis XIX.

À L'ARTICLE de la mort, le duc d'Angoulême, redoutant de nuire à la réputation de son prochain, - rare souci ! -, brûla, dit-on, les *Souvenirs* qu'il avait écrits. La perte est grande, incontestablement, malgré les critiques et les moqueries entourant le fils aîné de Charles X.

Michel Bernard Cartron a pris le risque de les réinventer, s'appuyant aux meilleures sources, et évitant l'écueil de singer le style du temps. Il y a là de belles pages, surtout concernant les sentiments, réels et profonds, de Louis-Antoine de Bourbon envers sa cousine et épouse, Madame Royale. La princesse, qu'il appelait dans l'intimité « *Gioia Mia* » - ma joie - apparaît ici davantage la victime du personnage tragique qu'elle incarnait malgré elle, et dont elle ne parvint pas à se défaire, que la terrible "Madame la Rancœur" peinte par les opposants. C'est une des découvertes qu'apporte cette étude fervente.

Cependant, en dépit de l'extrême liberté que permet le genre des *Mémoires apocryphes*, et la faculté ainsi offerte à l'auteur de s'immiscer dans l'âme de son personnage, n'eût-il pas mieux valu donner la grande biographie que permettaient tant de recherches et de réflexions ? Mais il est vrai qu'en renonçant à la fiction, il fallait juger et critiquer, démarche malaisée quand l'affection de l'auteur pour son personnage devient, comme ici, empathie véritable. ■

Anne Bernet

✓ Michel-Bernard Cartron, *Louis XIX, Via Romana*, 430 p., 24 €.

LIVRES

Historiens de Rome

Pas plus à Rome qu'ailleurs, jamais le métier d'historien ne fut dépourvu d'a priori politiques. Il y a d'autant moins lieu de s'en scandaliser qu'il s'agit là d'une constante humaine... Écrire l'histoire, c'est la réécrire en fonction de ses choix, son époque et son public. Cela n'exclut ni le talent ni même l'honnêteté.

L'avantage des Anciens, c'est que leurs lecteurs et leurs commentateurs ont, en principe, toujours su à quoi s'en tenir et, partant, se sont montrés capables de sens critique. Nul n'ignorait que *La Guerre des Gaules* soutenait les visées de César à gouverner non la Celtique mais Rome ; que Salluste, né dans les heurts des guerres civiles, réglait des comptes encore très frais ; que Tite-Live, un peu plus jeune, portait sur l'œuvre augustéenne un regard d'espoir qui orientait son travail ; que Suétone et Tacite, venant après la lamentable agonie de la dynastie julio-claudienne, l'accablaient afin de mieux mettre en valeur la reconstruction des Antonins ; et qu'Ammien Marcellin, grand admirateur du malheureux Julien, entonna le chant du cygne d'une certaine conception du pouvoir impérial et du paganisme. S'y ajoute un chapitre passionnant sur une figure mystérieuse qui a beaucoup fasciné les érudits, celle de l'auteur, ou des auteurs, affublés d'identités invraisemblables, de *l'Histoire auguste*, détonnant bouquin où il demeure délicat de démêler la réalité du canular. Ratti propose un nom, celui de Flavius Nicomachus, éclairant l'histoire de ce dernier païen engagé dans une lutte perdue d'avance contre Théodose, qui se suicida au soir de la défaite du Frigidus. Cette révélation ajoute à l'estime que les connaisseurs portaient déjà à l'homme.

Références du passé

Tous également sincères dans leurs ambitions, leurs convictions, leurs haines ou leurs regrets, ces historiens n'avaient point, semble-t-il, le sentiment de manquer à la vérité en exposant leur propre vision des événements. Si, avec le déclin des études classiques, ces auteurs ne représentent plus les références incontournables qu'ils furent pour tant de générations, ils n'en demeurent pas moins présents dans le cursus universitaire, et au programme de l'agrégation de Lettres classiques. C'est à ce titre que les professeurs Stéphane Ratti, Paul-Marius Martin, Jean-Yves Guillaumin, Étienne Wolff ont uni leurs compétences afin d'offrir aux agrégatifs et à tous les latinistes un remarquable précis, *Écrire l'Histoire à Rome*, qui présente vie, style, vues, œuvre et particularités de chacun de ces auteurs, puis propose un exemple de commentaire de texte. C'est intelligent, concis, indispensable. Bernard Mineo suit une démarche parallèle, à un niveau nettement plus spécialisé, avec son remarquable et très complet *Tite-Live et l'histoire de Rome*. Outre les



difficultés inhérentes aux lacunes d'un texte dont les deux tiers ne nous sont pas parvenus, Tite-Live obéit, pour autant qu'il soit possible d'en juger à travers les livres en notre possession, à une logique interne à plusieurs niveaux, complexe, ambitieuse, régissant aussi bien la construction de l'ouvrage que son contenu. Sa conception cyclique du destin de Rome incite le Padouan à distinguer des phases d'expansion, de croissance, liées aux qualités intrinsèques de la race latine, et des phases de crises mettant en péril l'existence de la romanité, liées aux défauts, non moins intrinsèques, de ces Romains tout aussi enclins que leurs voisins gaulois à s'entredéchirer, sans même l'excuse de passions barbares. Tout aussi cycliquement, de grands hommes, incarnations des vertus de ce peuple hors du commun, surgissent pour enrayer cette course à l'abîme et rouvrir les portes d'un avenir radieux. À l'heure où Tite-Live clôt son œuvre, Auguste incarne ce dernier avatar de l'âme romaine, et il parie sur lui, comme le firent Horace ou Virgile. À cette différence près que Tite-Live semble être mort trop tôt pour avoir le temps de vérifier la justesse de ses intuitions, et constater les avantages qu'il supposait au Principat. Un ouvrage de spécialiste, mais remarquablement intéressant.

Panorama des auteurs

La grande originalité, et l'incontestable mérite, de Marie-Pierre Arnaud-Lindet et de son essai, *Histoire et politique à Rome, les historiens romains*, est de sortir des chemins balisés pour entraîner son lecteur à la découverte d'auteurs dont nous ne savons plus

rien, ou presque, et proposer un catalogue quasi-exhaustif de l'historiographie romaine, d'expression latine ou grecque car Polybe, Denys d'Halicarnasse, Plutarque tiennent leur place dans cet exposé. Après avoir rappelé dans quelles circonstances l'on devenait historien à Rome, les conditions de publication d'un ouvrage, celles, plus délicates, de sa transmission, ce qui explique la perte irremplaçable de tant d'œuvres, M^{me} Arnaud-Lindet resitue chacun dans son contexte, étudie l'évolution des écoles historiques, l'apparition des Annales, des Histoires, des Mémoires, de la biographie, rattache à chaque genre, période par période, les noms, à défaut des textes disparus, tout cela des origines à la chute de l'empire, sans oublier l'irruption du christianisme dans le tableau, avec les Actes des Martyrs. Une seule erreur de détail à lui imputer, qui lui fait confondre Lucius Calpurnius Bibulus, le beau-fils de Brutus et son biographe, avec son père, le consul Marcus Calpurnius Bibulus, piètre collègue de César en cette magistrature.

Retour aux textes

Mais pourquoi ne pas aller directement aux textes ? La collection "La véritable histoire de..." le permet, en proposant, dans de bonnes traductions, les principaux passages des différents historiens qui ont écrit sur les grandes figures de l'antiquité, grecque, sous couverture bleue, romaine, sous couverture rouge. En ce domaine, il faut signaler, parmi les dernières parutions, un *Pompée* de Claude Dupont et un *Constantin* de Pierre Maraval. L'intérêt de cette série est de regrouper et mettre à portée de main des écrits dispersés,

parfois d'accès malaisé, qu'il faudrait sans cela aller collecter de manière aléatoire ici ou là, puis de les ordonner de façon chronologique, en proposant des transitions entre les passages et les auteurs. Le défaut, inhérent à l'entreprise, qui ne se veut pas un travail biographique, est de n'avoir aucun recul critique et de réduire le commentaire au strict minimum. Il appartient à chaque lecteur de tirer le meilleur de ces bases de données érudites, très complètes, qui dessinent des héros des portraits certes antiques mais disparates et parfois contradictoires.

Regard du XIX^e siècle

Si les historiens de jadis ne furent pas à l'abri des reproches, ceux plus proches de nous ne le sont pas davantage, ce que démontre la réédition d'un livre oublié de Jules Michelet, son *Histoire romaine*. Écrit à partir du cours dispensé en 1829-1830 aux normaliens par un professeur de trente ans sur les origines de Rome et la République, cet ouvrage a les charmes de la jeunesse, et bon nombre des défauts de la maturité de son auteur, que la passion politique aveuglait jusqu'à lui faire approuver, dans son *Histoire de France*, les pires atrocités de la Terreur. Même jeune homme, Michelet a déjà un système auquel il s'accroche et dont il ne veut pas varier. Qu'il parle de la France ou de Rome, il écrit l'épopée du peuple, « le bon géant », et ne voit dans les « grands hommes que des nains » tentant de se faire passer pour des titans en se juchant sur les épaules de la foule. Le parti pris peut, d'emblée, agacer. D'ailleurs, le texte a vieilli, non par le style et l'art du récit -

Michelet, qu'on l'aime ou pas, y était passé maître et le demeure - mais par l'apport de l'archéologie et de la recherche à notre connaissance du passé depuis bientôt deux siècles. Michelet le savait, qui s'était, déjà en 1866, et en vain, opposé à une réédition qui lui semblait inutile, voire nuisible. Toutefois, telle quelle, avec ses faiblesses et ses morceaux de bravoure, cette *Histoire romaine* constitue, outre un agréable moment de lecture, un intéressant témoignage sur la manière dont on appréhendait le monde romain voilà deux cents ans.

Passion communicative

Mais pourquoi m'en défendrais-je ? Il existe une autre façon d'écrire l'histoire de Rome à laquelle vont mes préférences, et c'est celle de Lucien Jerphagnon. En dépoussiérant avec une tendresse pleine de verve et de passion, voire un peu iconoclaste, les vieux manuels, le professeur Jerphagnon a rendu à bien des gens, et j'en fais partie, le goût de Rome et de la romanité. Avec lui, tout existe, bouge, le sublime et le ridicule se côtoient, comme les grandeurs et les bassesses ; les hommes, figés dans les parchemins et les bustes poussiéreux, retrouvent une vie qui les rend étonnamment proches de nous, pour le meilleur et pour le pire. Sa biographie, *Julien dit l'Apostat*, rééditée en format semi-poche, possède cette extraordinaire fraîcheur, cette intelligence, cette complicité avec le passé, cet humour qui rendent irrésistibles et séduisants tous ses livres. Jerphagnon aime Julien, intellectuel égaré dans une famille impériale où l'on s'entretient sans vergogne tout en se disant chrétien, et qui revient, par dégoût, au Soleil vaincu des ancêtres illyriens. Erreur manifeste car Julien, redevenu païen, est en fait un chrétien, et même un mystique, qui s'ignore et croit pouvoir transplanter les vertus du christianisme au sein d'un paganisme moribond incapable de les assimiler. Ce serait cocasse si ce n'était tragique à pleurer de pitié sur le destin gâché du jeune empereur. Il faut un talent hors du commun, et une immense érudition, pour rendre si présent, si actuel, ce tournant du IV^e siècle, et donner un livre qui, chose devenue trop rare parmi les universitaires, se lit comme le plus palpitant des romans. ■

Anne Bernet

- ✓ Stéphane Ratti : *Écrire l'histoire à Rome*, Les Belles Lettres, 385 p., 19 €.
- ✓ Bernard Mineo : *Tite-Live et l'histoire de Rome*, Klincksieck, 375 p., 33 €.
- ✓ Marie-Pierre Arnaud-Lindet : *Histoire et politique à Rome*, Presse Pocket, 440 p., 10,30 €.
- ✓ Claude Dupont : *La Véritable Histoire de Pompée*, Les Belles Lettres, 210 p., 13 €.
- ✓ Pierre Maraval : *La Véritable Histoire de Constantin*, Les Belles Lettres, 200 p., 13 €.
- ✓ Jules Michelet : *Histoire romaine*, Les Belles Lettres, 635 p., 29 €.
- ✓ Lucien Jerphagnon, *Julien dit l'Apostat*, Tallandier, 355 p., 10 €.

□ POMPIDOU

Un homme d'État républicain

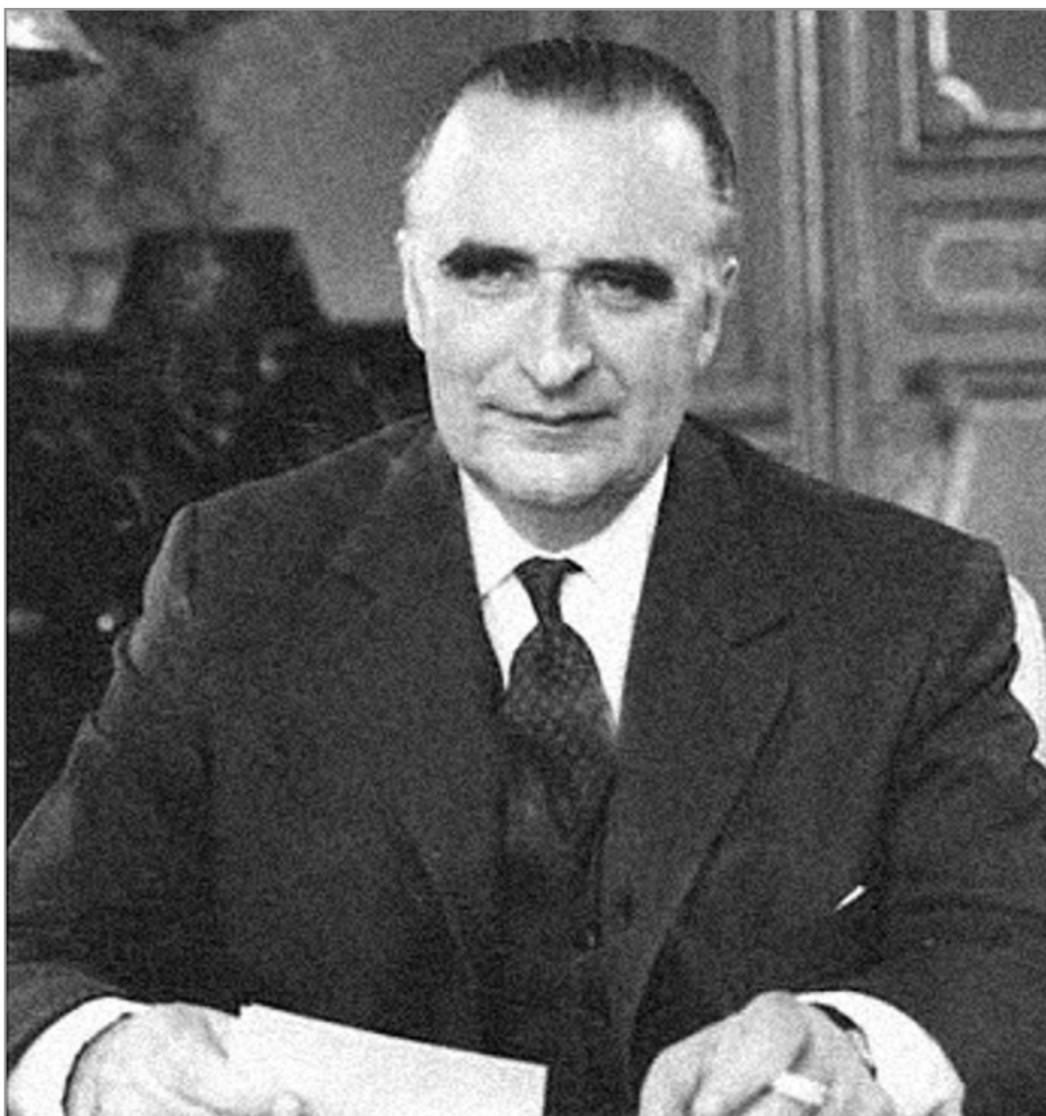
Cent ans après sa naissance, que reste-t-il de Georges Pompidou ? Son passage à l'Élysée fut marqué par l'élargissement de la CEE, de grands projets industriels, un urbanisme controversé... Mais aussi par les réflexions d'une intelligence désabusée, sinon critique vis-à-vis des illusions démocratiques.

Le 5 juillet dernier, Georges Pompidou, président de la République de 1969 à 1974, aurait eu cent ans. Cet homme aux antipodes de notre famille d'esprit avait le sens de l'État : il fut le dernier personnage de la V^e République qui eût l'étoffe d'un homme d'État. Après lui, on ne connut plus que des rigolos, des ectoplasmes remuant beaucoup de vent dont le dernier avatar est Nicolas Sarkozy.

De Matignon à l'Élysée

Georges Pompidou, né le 5 juillet 1911 à Montboudif dans le Cantal, petit-fils d'agriculteur, fils d'enseignant, pouvait porter un nom qui prêtait à sourire la première fois qu'on l'entendait, mais il émanait de lui un bon sens paysan qui rassurait plus d'un Français. Élève brillant des lycées d'Albi et de Toulouse, premier prix de version grecque au Concours général en 1927, il entra à l'École Normale supérieure en 1931 et fut reçu premier à l'agrégation de lettres trois ans plus tard, puis il enseigna les lettres supérieures au lycée Henri IV à Paris. Georges Pompidou accomplit ses obligations militaires à Saint-Maixent. Puis, tandis qu'il enseignait en classes d'hypokhâgne, il ne s'engagea guère sous l'Occupation ; néanmoins, des amis gaullistes lui obtinrent un poste de chargé de mission au cabinet du président du gouvernement provisoire de la République.

Maître des requêtes au Conseil d'État, il demeura un conseiller très proche de l'exilé volontaire de Colombey-les-Deux-Églises, puis il entra à la banque Rothschild en 1954 comme directeur. Le 14 avril 1962, le grand liquidateur de l'Algérie française le nomma Premier ministre, poste que Georges Pompidou faillit perdre dès l'été quand il mit sa démission en jeu pour sauver le général putschiste Edmond Jouhaud qui aurait été alors fusillé pour le crime d'avoir voulu garder une province à la France. Preuve remarquable de courage et d'indépendance d'esprit, face à un président sans cœur et sans honneur. Premier ministre, Georges Pompidou devait le rester de 1962 à 1968, ce qui constitue un record de longévité à ce poste. Ses rapports avec l'hôte de l'Élysée ne furent pas sans heurts, bien que très vite Georges Pompidou apparût comme le dauphin. Après mai 1968, reprochant au chef de l'État de ne pas l'avoir prévenu de ses intentions, il démissionna. Il se tint alors « en réserve de la République »... Mais en avril 1969, le fondateur de la V^e République, vexé par l'échec de son référendum sur la régionalisation, se décida enfin à laisser le fauteuil vide à l'Élysée...



Aussitôt, Georges Pompidou se déclara candidat, soutenu par presque tous les gaullistes. La gauche n'étant alors rien moins qu'unie, il se trouva que son seul vrai rival fût Alain Poher, président du Sénat, que les sondages tenaient pour vainqueur. Mais le Cantalien sut renverser la tendance. *Aspects de la France* ne se félicitait pas du choix proposé aux Français, car Alain Poher - un fort honnête homme par ailleurs - ne cachait pas un européisme forcené, alors que Georges Pompidou depuis déjà longtemps, se rapprochait des thèses favorables à "l'Europe unie" ; nous dénonçâmes ce scrutin Pompi-Poher. Cela n'empêcha pas Georges Pompidou d'être élu le 15 juin par 58,21 % des voix et il entra en fonction dès le 20 juin, nommant ce jour-là Jacques Chaban-Delmas Premier ministre.

Premières inflexions

Dès les premiers mois de la présidence, on assista à une relance de "l'Europe", avec le triptyque de rigueur « *achèvement, approfondissement, élargissement* ». On assouplit la politique gaullienne à l'égard des États-Unis. Pour le reste, on poursuivit la politique pompidolienne de moder-

nisation de la France commencée quand il était Premier ministre, avec la réalisation de grands projets (Airbus ou le TGV). On eut beaucoup moins à se féliciter des idées de Georges Pompidou en matière d'urbanisme : ce fut l'époque où l'on détruisait des quartiers entiers dans de vieilles villes historiques pour construire des voies express ou des tunnels comme celui de Fourvière à Lyon. Le périphérique parisien et l'aéroport international de Roissy datent de ce temps-là. Ainsi que le centre d'art contemporain devenu, depuis, le centre Pompidou, ce monstre de laideur...

Fin des Trente Glorieuses

L'Europe s'échafaudait peu à peu. Un référendum eut lieu approuvant l'élargissement de la CEE au Danemark, à la Norvège, à l'Irlande et au Royaume-Uni (68,3 % de "oui" mais 40 % d'abstentions - cela ne passionnait déjà pas beaucoup les Français...). En même temps on assistait à la montée de quelques jeunes loups comme Jacques Chirac que M. Pompidou appelait « *mon bulldozer* ». On sentait quand même la fin des "Trente Glorieuses" : la France comptait déjà 421 000 chômeurs, soit 2,7 % de la population active

(on croit rêver !) ; faire un plein d'essence n'effrayait pas encore les automobilistes, mais un premier choc pétrolier eut lieu en octobre 1973, conséquence du déclenchement de la guerre du Kippour (Israël contre États arabes). Et la facture pétrolière augmenta vertigineusement. La France se devait de protéger son indépendance énergétique, d'où la décision de multiplier les investissements dans le domaine du nucléaire.

Dignité dans l'épreuve

Mais le bel enthousiasme pour la modernité s'estompait. Il fallut voter une loi anti-casseurs ; les écologistes et les anti-militaristes se faisaient bruyamment entendre, la loi Royer votée fin 1973 limitait l'ouverture des grandes surfaces et la gauche se retrouvait unie sur un programme commun autour de François Mitterrand. La question sociale devenait périlleuse (occupation de l'horlogerie Lip à Besançon pour un essai d'autogestion). Pendant ce temps, la santé du président Pompidou s'altérait à vue d'œil. Encore en pleine forme au moment de la mort de son ancien maître, le 9 novembre 1970 (« *La France est veuve* », dit-il ce

jour-là - les victimes de la répression féroce des combats de l'Algérie française apprécieraient de façons diverses). Lassé des incantations de Jacques Chaban-Delmas sur la "nouvelle société" - une société ingouvernable -, il le remplaça en 1972 à Matignon par Pierre Messmer. Mais il se savait atteint par la maladie de Waldenström et les corticoïdes rendaient son visage extrêmement bouffi. Il réagit à la maladie avec un courage remarquable jusqu'au 2 avril 1974 à 21 heures où il expira dans son bel appartement de l'île Saint-Louis.

Que reste-il aujourd'hui de Georges Pompidou ? Les Français sont 74 % à juger favorablement son action ; ils ont été impressionnés par son courage en fin de vie et par les progrès qu'il fit réaliser au pays. Ils gardent le souvenir d'une vie facile, peu chère et sans grand souci du lendemain. Mais ce n'est pas cela le bonheur ! Lui-même a beaucoup réfléchi et ses réflexions sur la politique nous révèlent un homme profondément désabusé.

Pompidou et Maurras

On se souvient qu'au centenaire de l'école de Sciences Po, en décembre 1972, il abandonna le dogme utopiste de la démocratie et, sans crainte de déplaire à l'intelligentsia, il cita Maurras qui avait « *prévu le monde actuel* ». Il reprit alors la thèse de *Kiel et Tanger* où notre maître disserte sur le rôle de la France, nation moyenne, par rapport à un monde « *composé de deux systèmes : plusieurs empires avec un certain nombre de nationalités, petites ou moyennes, dans les entredoux* ». Et M. Pompidou de continuer de citer Maurras : « *Un monde ainsi formé ne sera pas des plus tranquilles. Les faibles y seront trop faibles, les puissants trop puissants et la paix des uns et des autres ne reposera guère que sur la terreur qu'auront su s'inspirer réciproquement les colosses. Société d'épouvantement mutuel, compagnie d'intimidation alternante.* » Suivit alors une véridique paraphrase de Maurras : pour la France, il faut faire de la force (démographique, économique, militaire) ; coopérer avec les pays faibles et dispersés ; regrouper ses forces avec d'autres « *en fonction des réalités historiques, géographiques et humaines* ». Ce réalisme l'attirait chez Maurras, mais comment hausser le débat à ce niveau quand on est en plein régime d'irresponsabilité démocratique ? Dans son livre *Le Nœud gordien*, publié peu après sa mort, il ne se fait pas plus d'illusion : La complexification de la société est devenue telle qu'on peut se demander si l'on dénouera la situation « *en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre* ». Belle lucidité sur l'aptitude de la démocratie à sauver un ordre quelconque. Ce sage est sans doute mort trop tôt. Après lui, ses successeurs ont déjà presque tout liquidé. ■

Michel Fromentoux

❑ POLÉMIQUE

Lettre ouverte à Patrick Weil

La double nationalité suscite de nouveaux débats. À cette occasion, Maurras ou l'AF furent parfois cités à l'emporte-pièce. Notamment sous la plume de Patrick Weil.

Il ne faut jamais se fier aux apparences. Quand je vous ai vu la première fois, il y a vingt ans à Rezé, j'ai songé au professeur Nimbus - une vague ressemblance physique peut-être ! Or, il me faut le reconnaître, vous êtes tout sauf extravagant. Vous savez parfaitement utiliser une recette éprouvée pour "noyer le poisson" sur un sujet dérangeant : rien de mieux que d'agiter l'épouvantail de l'extrême droite, surtout auprès du lectorat de base "bobo" du Monde et de Marianne ! Mais pourquoi asséner le coup bas à l'Action française plus particulièrement ?

Lettre aux députés

Vous affirmez à Marianne 2 (6 juin 2011) : « En adressant une lettre sur la nationalité aux députés, Marine Le Pen renoue avec la tradition de l'extrême droite d'Action française. » Faudra-t-il donc intenter un énième procès en diffamation, ce qui ne manquerait pas d'encombrer un peu plus des tribunaux déjà passablement surchargés... ? Je me contenterai, pour l'heure, de vous rétorquer deux faits historiquement établis. Oubliez-vous que l'Action française était le fer de lance, par sa branche étudiante, de la première manifestation publique contre l'occupant nazi, le 11 novembre 1940 à Paris ? D'extrême droite, ce jour-là, l'Action française ? Savez-vous que, sans l'Action française, nos malheureux compatriotes Mahorais, musulmans et noirs, bien esseulés dans leur lutte pour rester français au milieu des années soixante-dix, auraient certainement dû se résigner, la mort dans l'âme, à être privés de notre nationalité, nationalité sur laquelle vous planchez depuis des décennies ? Toujours d'extrême droite l'AF ? Logiquement, des prémisses très, très orientées de votre raisonnement découlent inéluctablement les propositions les plus contestables : la "binationalité", hormis bien sûr pour les "extrémistes" de droite, enfoncés dans leur délire



obsessionnel, n'a jamais posé problème au XX^e siècle et n'en posera aucun au XXI^e ; la "binationalité" est un atout pour la France et contribue (qui sait de façon décisive ?) à son rayonnement.

Les temps ont changé

Monsieur le professeur Weil, vous faites l'impasse sur des réalités que vous refusez obstinément de voir. Les binationaux des années 2000 et 2010, dans leur majorité, sont très différents de ceux des années trente du siècle précédent, de par leurs origines et de par leur soubassement idéologique et culturel. Monsieur Patrick Weil, pouvez-vous ignorer le choc des Britanniques quand ils ont appris que les auteurs des odieux actes de terrorisme, semant mort et dévastation, étaient des citoyens britanniques pourtant bien "intégrés" dans la société outre-Manche ? Savez-vous que les liens d'allégeance perpétuelle avec les pays d'ori-

gine (en flagrante contradiction avec les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, adoptée à Paris) d'une bonne part des binationaux d'aujourd'hui sont très différents de ceux qui prévalaient avec les pays d'origine d'alors chez les binationaux présents en France il y a sept ou huit décennies... ?

Un autre horizon

Au demeurant, Monsieur le Professeur, la "binationalité" n'est pas seulement mal vue, ou bizarrement perçue, par l'épouvantable extrême droite française ou européenne, mais également par les nationaux des pays d'origine ! Bon nombre de "binationaux" franco-algériens sont souvent très haut placés en Algérie (hauts fonctionnaires et cinq ministres du gouvernement algérien). Réaction judiciaire d'un Algérien sur le site d'El Watan du 27 juin 2011 : « Je me demande pourquoi les Algériens se lamentent quand la dis-

LIVRE

Thibon toujours présent



Les éditions du Rocher publient des notes inédites du philosophe décédé en 2011.

SI L'ÉCRITURE de l'histoire littéraire n'était pas falsifiée ou, plus exactement, si le devant de la scène médiatique n'était pas occupé par des faiseurs plus ou moins habiles, l'œuvre de Gustave Thibon, depuis le Vivarais provençal tant aimé, rayonnerait comme l'une des plus purement française et universelle qui soit, et cela se saurait. Philosophe, moraliste, mystique, Thibon pense à partir du "réel" du corps, de l'âme, du corps social et du ciel à partir duquel il retrouve les vérités immuables et éternelles du monde surnaturel ; en se penchant sur la terre de Saint-Marcel, il entrevoit le Royaume. Après la parution d'*Aux ailes de la lettre*, premier recueil de pensées inédites (1932-1982) publié en 2006 aux éditions du Rocher par Françoise Chauvin et avant un Dossier H dirigé par Philippe Barthelet à paraître au début de l'année prochaine aux éditions de L'Âge d'Homme, Gustave Thibon nous revient en un deuxième recueil de notes inédites (1935-1978) publiées à nouveau par Françoise Chauvin et par le même éditeur, *Parodies et mirages ou La décadence d'un monde chrétien*. Maître de l'aphorisme, adepte de l'irremplaçable *imperatoria brevitatis*, rétif à toute forme de bavardage, Thibon met à jour

les fallacieux mobiles dont on hésite à dire qu'ils "animent" le monde moderne, il transperce le cœur de l'homme par charité et pitié, lui révélant sa misère et sa grandeur. Quelques exemples : « *Société moderne, remplacement de la discipline par le conditionnement...* » « *Infantilisme généralisé : il n'y a plus d'hommes - et il n'y a plus d'enfants...* » « *Un monde où les règlements ont remplacé les règles...* » Divisé en trois parties, « *Que sert à l'homme de gagner l'univers* », « *La politique ou l'art du moindre mal* », « *Ambiguïté de la sainte Église* », le volume contient également une « *Lettre à Pierre Boutang* » que Thibon écrivit au moment de la fondation de *La Nation française*, aventure dont il sera bien entendu partie prenante. Il y expose notamment les trois conditions qui lui paraissent indispensables au « *renouveau nationaliste* » : le respect de l'unité française, un esprit de liberté et de renouvellement, un climat de spiritualité catholique. N'est-ce pas là, encore et toujours, un indispensable manifeste ? ❑

Louis Montarnal

✓ Gustave Thibon, *Parodies et Mirages ou la décadence d'un monde chrétien - Notes inédites (1935-1978)*, éd. du Rocher, 190 p., 18 €.

cussion sur la double nationalité survient. Peut-on à la fois chasser la France, passer son temps à s'en démarquer et vouloir sa nationalité ? Demain les Palestiniens indépendants chercheraient à tout prix la nationalité israélienne ? Plus schizo que toi tu meurs. »

Dans les Comores

Et que dire des "franco-comoriens" ? Entre un tiers et la moitié de la population totale ! Un observateur, Hamid Abdoulboustoi, constate le 13 avril 2011 sur Umbeli que sous l'ancien président Sambi « le ministre comorien de

la Défense est français, le chef d'état-major est français, le ministre des Relations extérieures est français ». Et d'ajouter : « Ce sont ceux qui ont la nationalité française qui mettent le plus d'énergie à insulter la France. » Un atout, une richesse pour la France ces gens-là, Patrick Weil ? Des "richesses" pour ceux qui mangent à deux râteliers, assurément ! Pour le "système" (mondialisation, ultralibéralisme, magouilles et compagnie), système dont vous êtes le défenseur, M. Weil, ce n'est même pas sûr ! ■

Jean-Michel Weissgerber

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à : L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
 - France80 €
 - Étranger140 €
- Abonnement ordinaire
 - Un an125 €
 - Six mois70 €
- Abonnement de soutien
 - Un an150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
 - Un an70 €
- Outre-mer (un an)
 - DOM135 €
 - TOM165 €
- Étranger (un an)
 - Europe165 €
 - Autres pays178 €

□ ANTICIPATION

En quête du graal numérique

Plongée dans une société futuriste, eugéniste et matérialiste, où le transhumanisme occupe une place centrale, au cœur des rivalités secouant le landerneau politique mondial.

Avec *Google Démocratie*, Laurent Alexandre et David Angevin ont offert à la littérature française une assez bonne surprise pour tous les amateurs de science-fiction. Le premier est médecin, président de DNA Vision et expert des nouvelles technologies médicales ; le second est romancier et journaliste. Leur roman tourne autour du concept de singularité, forgé par des futurologues, selon lequel, à partir d'un point hypothétique de son évolution, la civilisation humaine connaîtra une croissance technologique d'un ordre supérieur.

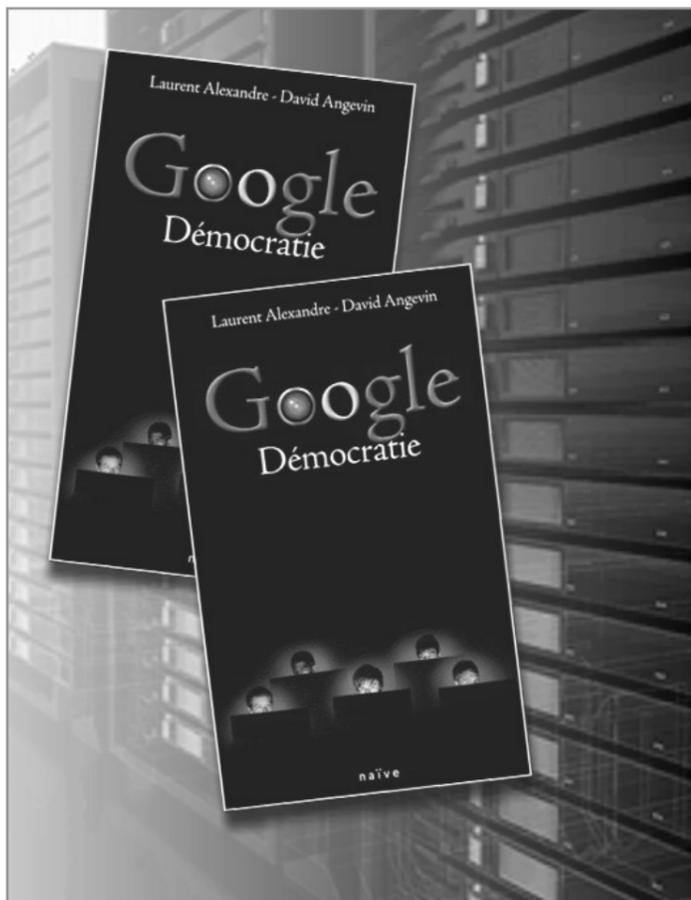
Course contre le temps

Ce concept a été élaboré à partir des lois de Moore qui se fondent notamment sur l'étude de l'évolution de la puissance des ordinateurs ; partant du constat que celle-ci était exponentielle de manière ininterrompue depuis plus d'un demi-siècle, la singularité technologique repose sur l'hypothèse que ce phénomène se poursuivra indéfiniment au point que, à un instant précis de notre histoire, la société humaine en sera radicalement bouleversée.

L'histoire est celle de plusieurs personnages intervenant dans le cadre d'une guerre politique ayant pour trame de fond l'évolution technologique. En 2018, la compagnie Google a écrasé tous ses concurrents, Microsoft y compris, et possède un empire hégémonique qui est venu supplanter, en terme de puissance, l'État américain lui-même. Sur le plan géopolitique, l'Amérique et la Chine se partagent le monde tandis que l'Europe, engluée dans ses lois bioéthiques, a sombré dans le marasme économique.

L'un des fondateurs de Google, Sergey Brain (inspiré du véritable fondateur, Sergey Brin), œuvre sans relâche à l'avènement du nouveau Google : un logiciel doté d'une intelligence nouvelle, capable d'apprendre, capable de discuter, capable d'innover... L'homme le plus riche du monde est entraîné dans une course-poursuite infernale contre le temps : atteint de la maladie de Parkinson, il sait que son seul espoir réside dans la singularité, le jour où Google deviendra suffisamment mature, suffisamment puissant pour prendre en main l'humanité et guérir sa maladie. Mais il doit faire face à de nombreux adversaires, notamment les puissants conservateurs américains et les réseaux islamistes qui refusent les mutations sociales profondes qu'impliquent les avancées permises par Google.

Le roman intéressera ceux qui se questionnent sur les implications des évolutions technologiques par tous les aspects fondamentaux qu'il traite, bien que ce soit sou-



vent de manière légère, parce que privilégiant l'intrigue et l'action. Le transhumanisme y occupe ainsi une place centrale : les avancées en matière médicale permettent aux parents, dans le roman, par manipulations génétiques, d'éviter à leurs enfants toutes les maladies et déficiences qu'une conception naturelle laisse risquer. Plus encore, les parents peuvent choisir également le physique de leur enfant, déterminer leur QI au stade embryonnaire... Peut-être les auteurs n'en eurent-ils pas l'intention, mais la société qu'ils décrivent dans leur roman est ainsi une civilisation eugéniste, où par manipulations des gènes et sélection des embryons, il est possible d'éradiquer quasiment toutes les imperfections du genre humain : c'est "l'Homme 2.0".

Retour au réel

Le transhumanisme, dans l'intrigue, est la clé de voûte des rivalités politiques qui secouent le landerneau politique mondial : les partisans de l'ouverture aux nouvelles biotechnologies se heurtent aux opposants, parfois radicaux et violents, à la création de cette "nouvelle humanité". Derrière cette lutte, la main de Google, géant tentaculaire, semble omniprésente. Les lecteurs critiques feront ici une incise dans leur lecture du roman pour se pencher sur les dernières lettres d'information de *Généthique*, notamment celle du 21 juin 2011 où l'on pouvait lire : « Jean-Michel Besnier, professeur de philosophie à la Sorbonne et

auteur de *Demain les posthumains, voit dans le transhumanisme "une utopie de substitution pour une humanité fatiguée d'elle-même". Il évoque la "honte prométhéenne" dont parlait Günther Anders dans son ouvrage. [...] Le journaliste Rémi Sussan observe que l'idéologie transhumaniste consiste en une approche individualiste qui ne prend pas en compte l'ensemble de la société, qu'elle s'enracine dans l'anarcho-capitalisme le plus libéral. »*

Garder l'esprit critique

On restera cependant sur notre faim avec ce roman. Les auteurs semblent vouloir prendre le moins possible parti dans la lutte qui oppose les artisans de la singularité à leurs opposants et, lorsqu'ils semblent enfin vouloir rompre leur impartialité, cela nous semble plutôt en faveur des premiers. Et la fin, dont le chapitre est intitulé sobrement « *posthumanité* », est plus que décevante. Un roman donc qui doit être lu avec un esprit critique constamment en éveil, prêt à déceler partout les incohérences et la malveillance du système décrit par les auteurs. Cette condition respectée, les adeptes réactionnaires du cyberpunk et de la science-fiction politique devrait pouvoir y trouver leur compte. ■

Stéphane Piolenc

✓ David Angevin et Laurent Alexandre, *Google Démocratie*, Naïve, 400 p., 21 euros.

INSTITUTIONS

En relisant Maurras L'ÉTAT ROYAL



NOTRE MAÎTRE à penser, à nous monarchistes, Charles Maurras, s'est plusieurs fois exprimé, dans divers articles, pour nous donner non pas une définition de la royauté, mais sa façon de considérer le devoir royal. Il ne faut pas oublier que Maurras était avant tout nationaliste, le créateur du "nationalisme intégral" et que c'est dans la monarchie qu'il a trouvé le meilleur moyen de défendre la patrie et les Français. Si vous avez résolu d'être patriote, vous serez obligatoirement royaliste, disait-il.

Complexité du royaume

Le roi, écrit-il, dans *La Gazette de France* le 21 mars 1901, est celui qui conduit, qui dirige, celui qui va en tête du peuple. Et dans *L'Enquête sur la monarchie* : « Le roi est l'arbitre, le chef, le protecteur des républiques qui se juxtaposent, se conjuguent [...] dans la complexité du royaume de France. [...] Le roi met chacun à sa place, il emploie chacun et tous. » Ce qui permet à Maurras d'écrire, dans *La Gazette de France* du 22 septembre 1902 : « Protéger le travail des fractions obscures et énergiques de la masse populaire au moment où elles étaient en voie de s'organiser, c'était le rôle naturel d'un vrai roi. [...] L'art supérieur du vrai roi consiste à n'abaisser dans les oligarchies qui se sont opposées à lui que ce qui s'oppose au bien public et à l'avenir national, à maintenir sévèrement l'ordre pour tout le reste. [...] Défenseur de la propriété individuelle, oui sans doute : mais protecteur de ces syndicats agricoles et de ces corps ouvriers [...] voilà les titres légitimes du futur roi de France. » Dans ces quelques lignes Charles Maurras nous livre le fond de sa pensée. Le roi est bien loin du tyran corrompu ou du profiteuseur qui veulent nous présenter tous ses adversaires, les défenseurs de la république. Ainsi, le roi, bien que corruptible, car il est un homme comme tous les autres, est détaché des intérêts qui animent tous ceux qui sont dans la mécanique économique, certes nécessaire, de la nation. Il en est indépendant. Sa véritable réussite est dans la conservation de l'État et dans le bonheur du peuple. Louis XIV, sur son lit de mort dit à ceux de sa cour qui l'assistaient : « Je m'en vais, mais l'État demeure toujours. Continuez à le servir, Messieurs. » Pour Maurras, le roi est responsable du bon fonctionnement de l'État et sa principale mission est de s'assurer de la survie de cet État dans lequel le peuple doit vivre heureux. Dans un texte paru dans *L'Ac-*

tion Française du 7 décembre 1927, il explique fort bien ce qui différencie une royauté d'une république : « *l'essentiel du mécanisme royal, écrit-il, ne repose pas sur la valeur des individus ; la valeur du règne [contrairement à ce que l'on croit souvent aujourd'hui] ne résulte pas de cet unique élément.* » Il poursuit : « *En république c'est tout autre chose. En république, il faut la vertu. La vertu héroïque, la vertu stoïque, ou il n'y a plus rien.* » Car, en république, tout dépend du suffrage et les électeurs votent en vertu d'un programme que leur présente le candidat. Mais, écrit plus loin Maurras : « *Tout est gâté, tout est vicié s'il n'y a pas de fidélité de l'élu au programme [présenté à] son électeur. [...] La vertu républicaine ? Même limitée à la seule fidélité aux engagements électoraux, elle a été niée, dès son berceau de 1792.* »

Le règne du mensonge

En effet, les assemblées ont tout centralisé pour remplir un programme décentralisateur. Elles ont fait la guerre au lieu d'appliquer un programme pacifique qu'elles avaient promis et n'ont recherché que le pouvoir. Dans cet article, Maurras cite un Girondin, Buzot, qui aurait déclaré au début de la 1^{ère} République : « *C'est une folie de vouloir servir le peuple par des moyens honnêtes ; la vérité n'est pas bonne pour lui ; il ne lui faut que vent et fumée, c'est là sa pâture, aussi les fripons de tout genre et de tous les temps ont bâti leur système d'élévation ou de fortune sur sa crédulité. Si c'est par des moyens aussi infâmes que s'élèvent et se consolident les États républicains, il n'est pas de gouvernement plus affreux sur cette terre, ni plus funeste au bonheur du genre humain.* » Que dirait aujourd'hui ce brave Buzot et ceux qui l'ont suivi devant le peu de respect des promesses électorales ? Ce qui nous paraît extraordinaire à relire ces textes est la présence de Charles Maurras qui semble avoir prévu la plupart des vices dont ont souffert nos diverses républiques et dont souffre encore la V^e. Comme nous l'a dit si souvent notre maître à penser, il n'y a que la royauté, telle qu'il la concevait, qui pourra relever la France et rendre son peuple heureux. □

Louis de Galice

CMRDS

L'université d'été d'AF

Dispensant une formation intellectuelle et militante, le Camp Maxime Real del Sarte se déroulera cette année en Vendée, du dimanche 21 au dimanche 28 août.



L'Action française, à la différence d'autres mouvements ou partis sans histoire, possède un héritage politique, culturel et philosophique. Ce serait une faute grave si les cadres actuels du mouvement n'avaient pas à cœur de le transmettre. Nos maîtres, à commencer par Maurras, Bainville et Daudet, nous ont appris à devenir des esprits libres et critiques, habités par le désir de conquérir les intelligences et de s'affranchir des machines à penser produites par ce système orwelien. Quelles que soient nos particularités, nous sommes d'abord des Français, mes amis, et le salut de ce bien commun que constitue notre nation doit être l'objet de notre combat. Il faut méditer la pensée d'Action française pour éviter de tomber dans les pièges grossiers de l'idéologie, fût-elle royaliste. La France est un royaume sans roi, et c'est bien là

le problème, mais un royaume quand même qui mérite tous nos efforts, toutes nos énergies, toute notre passion. Méfiez-vous des esprits pervers qui tentent de nous faire confondre la France avec la République. La France est un royaume façonné par trois lignées de rois. La dernière, celle des Capétiens, nous a donné encore trois lignées qui ont su, tout en limitant avec sagesse ses horizons terrestres, lui donner un rayonnement exceptionnel dans le monde entier. La France est un royaume qui a toujours su résister aux appétits des empires. La France est un royaume qui savait placer la main de Justice au-dessus des factions. L'indépendance de la justice étant garantie par l'indépendance de l'État. La France est un royaume dont la vie ne s'est pas arrêtée en 1789. Les camps Maxime Réal del Sarte, notamment, ont toujours été des lieux d'apprentissage de la pri-

maut du politique et des valeurs constitutives de notre nation. Cette année, les grandes conférences porteront sur la démocratie sous ses différents aspects. Les intervenants seront des universitaires, des agrégés, des enseignants, des professionnels du social. Mais nous aborderons aussi, en ateliers, les bases de la politique, la pensée de Maurras avec l'empirisme organisateur... Et nous nous réjouissons en chantant le verre à la main, dans cette ambiance d'amitié propre à l'Action française. C'est donc à des vacances studieuses mais aussi joyeuses que nous vous invitons. Il n'est de richesse que d'hommes, disait Jean Bodin. Cette richesse, c'est vous tous, chers amis sympathisants et militants. Je compte sur vous, car la situation de la France va en s'aggravant et, à la rentrée, des combats rudes seront à mener. Le CMRDS doit vous donner un surplus de force et d'intelligence pour livrer bataille. Alors à bientôt donc et vive le roi. ■

Olivier Perceval
Secrétaire général du mouvement d'Action française

3 Le Camp Maxime Real del Sarte se déroulera cette année en Vendée, au Logis Sourdy (85130 La Gaudreterie), du 21 au 28 août. Retenez dès à présent votre place. Participation : 20 euros par jour ; 160 euros pour la semaine. Inscriptions au Centre royaliste d'Action française, CMRDS 2011, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS (chèques à l'ordre du CRAF). Renseignements : cmrds@actionfrancaise.net, 06 88 97 00 40.

□ **AU PROGRAMME** - Le 58^e CMRDS sera consacré à la critique de la démocratie. Au programme des conférences : la démocratie équitable, la crise de la démocratie, la critique maurrassienne de la démocratie, Tocqueville et la dé-

mocratie, démocratie et christianisme, démocratie et morale. Des ateliers porteront sur les sujets suivants : l'histoire de l'Action française, le compromis nationaliste, la monarchie aujourd'hui ; la communication, la prise

de parole, les questions juridiques et stratégiques. Des tables rondes seront organisées sur l'universalisme démocratique, l'Action française aujourd'hui. Aux études s'ajouteront des activités sportives, une sortie au Puy-du-Fou...

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanconnet	Trésorier Giovanni Castelluccio	Provinces Philippe Castelluccio
Secrétaire général Olivier Perceval	Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint Romain Hellouin	Formation Marc Savina	Responsable opérationnel François Bel-Ker



Réunion à Nantes, dîner des Hauts-de-Seine et pèlerinage Paris-Chartres

□ **PARIS-CHARTRES** - Comme tous les ans, le chapitre Sainte Jeanne de France, chapitre de l'Action française, s'est lancé vers Chartres, à l'occasion du pèlerinage de chrétienté des 11, 12 et 13 juin, avec à sa tête Louis Charles Bonnavaes.

économique, symptôme d'une crise institutionnelle et morale. Après un débat fructueux et une visite des stands, les participants se sont quittés en se donnant rendez-vous pour le camp Maxime Real del Sarte.

□ **NANTES** - Une trentaine de personnes ont répondu présent à l'invitation de l'URVBM et de la section nantaise du CRAF, dans un souci concret d'unité, à la journée d'amitié française qui se déroulait le samedi 18 juin dans un cadre champêtre à Vertou. Après un déjeuner tiré du sac, les orateurs ont pris la parole. Olivier Perceval, président du CRAF, a donné des raisons d'espérer malgré les nombreux problèmes que rencontre notre pays. Hilaire de Cremiers, délégué de la RN, a démontré l'aggravation de la crise

□ **HAUTS-DE-SEINE** - Le cercle et le dîner de la section Hauts-de-Seine Nord de l'Action française étudiante et du Cercle Kléber Haedens fut un franc succès ! Cadres, militants et sympathisants se sont retrouvés le mardi 28 juin dans une ambiance propre à l'Action française : studieuse, pour commencer, avec un cercle sur Jacques Bainville, puis très festive. Nous remercions nos camarades de France Action Jeunesse du 95 ayant fait le déplacement. Le dîner s'est terminé par le chant de *La Royale*, lancé par notre responsable étudiant.

DÉCÈS

□ C'est avec peine que nous avons appris le décès le 28 mai dernier à 87 ans, de notre fidèle et généreux abonné **M. Jean Azais**, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945, Croix de guerre des TOE, Croix de la Valeur militaire. Après la campagne de France jusqu'à Berlin, de 1944-1945, puis les guerres d'Indochine et d'Algérie, saint-cyrien de la promotion Indochine, il avait quitté l'armée et était entré dans le civil en qualité de directeur d'une caisse de cadres à Grenoble. La cérémonie religieuse a été célébrée le 31 mai en l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean-de Luz, suivie de l'inhumation

dans l'intimité familiale. Il a rejoint sa fille Isabelle et son épouse née Claude Le Cour Grandmaison, décédées en 2005. Nous adressons nos bien vives condoléances à ses enfants, petits-enfants et toute la famille avec l'assurance de nos prières pour leur cher défunt.

□ **Vladimir Dimitrijevic**, le fondateur des éditions l'Âge d'homme, est mort le mardi 28 juin 2011, victime d'un accident de la route. Nous nous rappellerons qu'à la demande de Pierre Pujo, il a édité *Le Trésor de l'Action française*, recueil d'articles parus dans *L'Action Française 2000*, en 2006. Il a aussi réédité deux oeuvres magistrales de Maurras : *Mes Idées politiques* et *L'Avenir de*

l'intelligence en 2002. Avec Vladimir Dimitrijevic, éditeur libre et courageux, l'Action française perd un ami. Une cérémonie orthodoxe a eu lieu à la Chapelle B au cimetière de Montoie à Lausanne le mardi 5 juillet à 15 heures.

□ C'est avec retard que nous venons d'apprendre le décès brutal de **M^{me} Colette Bourdillat** le 5 mai dans sa 79^e année. Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean de Chalons-en-Champagne le 12 mai, suivies de l'inhumation au cimetière d'Étampes. Nous présentons nos condoléances émues et notre vive sympathie à M. Yves Bourdillat, ses enfants et petits-enfants.

» IN MEMORIAM

Le Mémorial des Rois convie les amis de la Perse royale à la cérémonie commémorant la disparition du Shah, le mardi 26 juillet à 15 heures, en la nécropole Royale Pahlavi sise au cimetière de Passy (2 rue du Commandant Schloesing, Paris 16^e, à 100 mètres de la place du Trocadéro). Renseignements : Mémorial des Rois, BP 523, 75825 Paris Cedex 17 ; tél. ou fax : 01 40 25 06 55 ; mel : shah@rex2000.fr ; www.rex2000.fr

□ CHRISTOPHE DICKÈS

« Présenter un autre Bainville »

Docteur en histoire, journaliste à *Canal Académie*, Christophe Dickès publie un troisième ouvrage consacré à Jacques Bainville : un recueil où l'on retrouve les analyses de politique étrangère du chroniqueur de *L'AF*, mais où l'on découvre aussi ses contes et ses récits de voyage.

□ *L'Action Française 2000* - Vous venez de publier un troisième ouvrage sur Jacques Bainville. Pourquoi cet intérêt ?

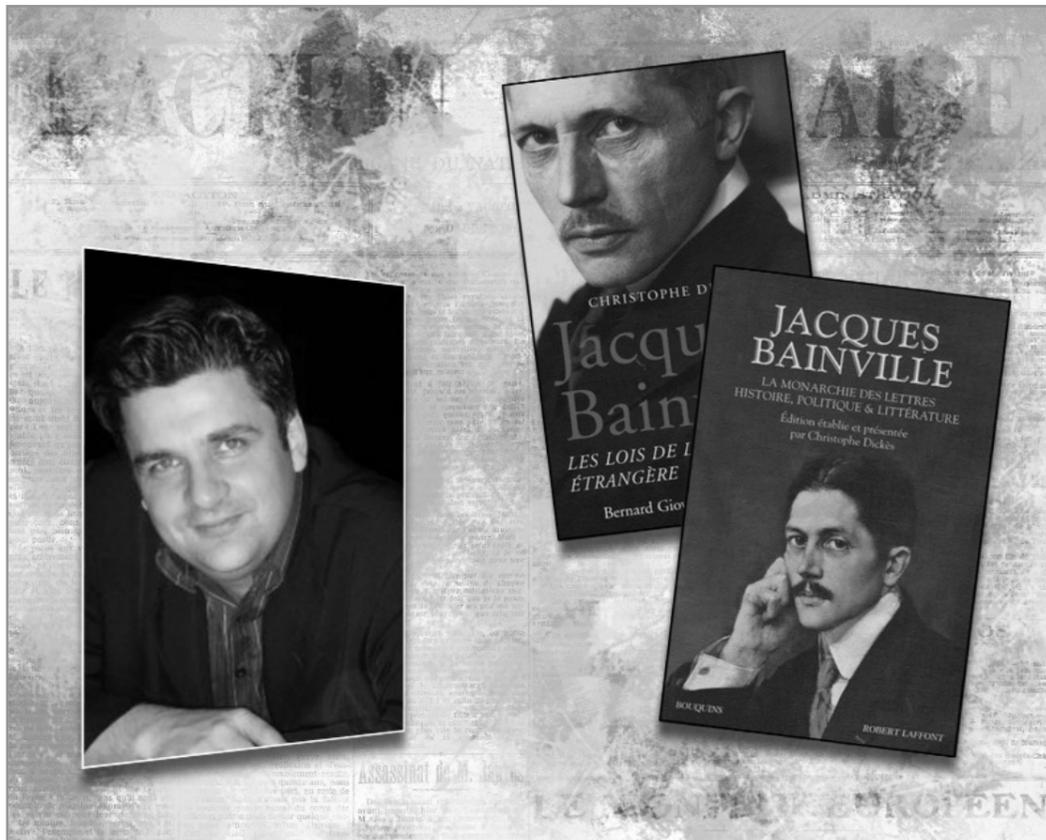
□ Christophe Dickès - Il y a deux raisons à cela. D'abord le rôle joué par mon père : quand j'étais adolescent, il m'a dit que Jacques Bainville avait prédit la Seconde Guerre mondiale ; c'est entré dans une oreille et ça n'est jamais ressorti. Ensuite, à l'occasion de ma deuxième année de faculté d'histoire, j'ai travaillé sur les relations internationales avec le Pr Soutou. Et dans la liste de livres à lire absolument à la Sorbonne figuraient *Les Conséquences politiques de la Paix* de Jacques Bainville. J'ai commencé à collectionner ses livres, séduit par la pertinence des analyses. Il y a deux ou trois interprétations des causes de la Seconde Guerre mondiale. Il y a la cause unique : Hitler seul responsable. Mais en Angleterre, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, Taylor a développé une thèse soulignant la faiblesse des démocraties, reprenant en partie les idées de Bainville.

□ Dans l'anthologie que vous consacrez à Bainville, le lecteur peut être surpris de ne pas voir son *Histoire de France* ou son *Napoléon*...

□ *L'Histoire de France* et le *Napoléon* sont constamment republiés. Je voulais, sous le conseil de mon éditeur, présenter un Bainville autre mais classique par ailleurs. *L'Histoire de France* reste une œuvre de commande. En revanche, *L'Histoire de deux peuples* ou *Les Conséquences politiques de la paix* sont le fruit d'une longue réflexion quotidienne. Je voulais mettre en avant le chroniqueur de politique étrangère. Mais à côté de cela, j'ai voulu convaincre l'éditeur de la valeur littéraire de Bainville et de ses contes, proprement délicieux dans le style et souvent méconnus. Ils sont de la même veine que les œuvres historiques pour le talent littéraire, l'ironie en plus. Ils font penser à Voltaire ou à Patrick Süskind aujourd'hui. On y trouve des réflexions acérées sur la nature humaine. Tous les contes connus figurent dans ce recueil. J'y ai ajouté tous les voyages, notamment son rapport diplomatique et ses articles sur la Russie, visitée en 1916 à la veille de la révolution.

□ On note des déceptions de voyage ; là où Charles Maurras s'était enthousiasmé, Jacques Bainville est plus sceptique...

□ Il est déçu par la Grèce. On peut dire qu'il était plus Romain que Grec. Ces vieilles pierres éparses devaient susciter une capacité d'imagination qu'il ne déployait pas. Il met en avant la cité de Thèbes. Or, Thèbes pouvait avoir



la puissance et ne l'a pas eue. On retrouve là son pessimisme. Maurras s'était enthousiasmé devant Athènes. Pas Bainville. Il y a là une nuance importante.

□ L'obsession de l'Allemagne marque l'œuvre de Bainville, entre fascination et répulsion. N'est-ce pas ce qu'il y a de plus daté chez lui ?

□ Il est bien sûr l'homme de son temps. À la fin des années 1890, il croit en une réconciliation franco-allemande. Avant la rencontre avec Maurras, il est séduit par l'Allemagne impériale, sa grandeur et sa jeunesse. Comme Maurras le fit par la Grèce, il se convertit à la monarchie par l'Allemagne et ensuite, paradoxalement, il devient anti-allemand, mais sans être germanophobe. J'ai commencé à l'étudier par les relations internationales des années vingt et trente. Mais on ne peut pas le comprendre sans revenir à 14-18, à la cathédrale de Reims bombardée, aux mines du Nord inondées, au traumatisme de l'occupation allemande. Bainville ne croit plus du tout dès lors à la réconciliation franco-allemande. Maurras l'avait déjà à demi vaincu, 14-18 fait le reste. Parallèlement, ou en retour, dans les années 1904-1905, tandis que Maurras présente l'Angleterre comme un danger, Bainville le persuade de la nécessaire alliance avec elle pour préserver un équilibre des puissances.

□ On ne sent pas chez Bainville l'attrait pour l'enseignement, l'université et la chaire. Comment expliquer cette absence ?

□ Ce qui l'intéressait par-dessus tout, c'était l'écriture. Tout comme l'AF, il ne supportait pas les mandarins de la Sorbonne de l'époque. Une contre-culture s'est mise en place et Bainville appartenait à cette résistance anti-universitaire dont l'Académie française pouvait être un des bastions. Bainville a rencontré Barrès, puis Maurras et ces deux auteurs ont tracé une partie du sillage bainvillien. Je publie, après Deschodt qui l'avait déjà insérée dans *Cher Maître*, la lettre pleine d'angoisse remise à Maurras deux ans après leur rencontre au café de Flore en 1900 : « *Je songe et non par caprice à cesser d'écrire et à ne pas prendre l'état d'auteur. Je n'ai aucune confiance en moi-même. Imagination nulle. Intelligence médiocre. Peu brillant au jeu des idées.* » Bainville a vingt-trois ans et Maurras lui répond en confirmant sa carrière et le choix des Lettres.

□ Le royalisme de Jacques Bainville a-t-il été constant, fluctuant, vacillant ?

□ Bainville croit au retour de la monarchie avec une sincérité fondée sur une analyse rationnelle. Il lui semble possible à partir du moment où la république vit une grave crise. La chance de la république, c'est de trouver toujours des sauveurs. Mais un jour, pense Bainville, il n'y aura pas de sauveur. Pendant la Première Guerre mondiale, il y croit. Il pense même que le roi Albert de Belgique est une solution. Aussi étonnant que cela puisse paraître aujourd'hui, le roi Albert était un héros, un mythe vivant et possédait

une vraie popularité en France. Bainville était pragmatique et savait qu'il y avait eu plusieurs dynasties en France... Il se fâche d'ailleurs avec Vaugeois à ce sujet. Pour Bainville, ce qui doit être soutenu, c'est le principe monarchique. On veut aujourd'hui faire de lui une sorte de libéral qui se serait finalement rallié à une monarchie de type constitutionnel. Or je soutiens que Bainville n'est pas un libéral, même si en économie il a défendu le libéralisme. Il n'est pas démocrate, fustigeant « *ce pauvre souverain d'un jour* ». Il défend jusqu'au bout une monarchie forte, je ne dirais pas de droit divin car il n'était pas catholique, mais héréditaire. Une diplomatie et des ministres qui dépendent du roi et non de la volonté populaire, voilà ce que veut Bainville.

Mais il sait que ce n'est plus possible dans les années vingt et trente. Il écrit alors *Symmaque*, un conte dont le personnage éponyme est l'un des derniers patriens romains, au temps de la décadence du grand empire. *Symmaque*, c'est Bainville, et *Symmaque* dit qu'il n'y croit plus mais qu'il va mourir dans la foi de sa jeunesse. Cela agace l'AF parce qu'on le réduit à un abandon. Bainville est resté profondément monarchiste mais il voyait que le temps jouait contre la monarchie. Surtout, il ne souscrivait plus au dogme maurrassien selon lequel tout désespoir en politique est une sottise absolue. Mon ami Guillaume de Tanouarn a raison de dire que Bainville meurt jeune parce qu'il est peut-être miné intérieurement par ce constat. Il

est difficile de percer le cœur d'un homme et Bainville était pudique. J'ai mis dix ans à me familiariser avec lui. Je ne peux que vous conseiller de lire, outre *Symmaque*, son *Journal de guerre*, publié chez Bartillat, et les dernières pages du volume que je publie, composées d'un carnet intime où l'on trouve le fond de sa pensée. Il se montre même très sévère à l'égard de Maurras. Même si, à son élection à l'Académie française en 1935, il répète devant lui : « *Je vous dois tout sauf la vie.* » Bainville avait tout à perdre à rester à l'AF, mais la plus grande des vertus était pour lui celle de l'amitié et de la fidélité. Reste que dans son for intérieur, Bainville pensait que Maurras connaissait mal son histoire. Pourtant théoricien de l'empirisme organisateur, il était selon lui plus poète que véritable politique pragmatique.

□ On sent bien que, par-delà votre propre livre, il se dessine une redécouverte de Bainville. Des journalistes à succès ainsi qu'un Premier ministre l'on cité, on le republie... Êtes-vous conscient de cet engouement ?

□ Absolument. D'abord, il est toujours intéressant de lire de grands historiens et Bainville en fait partie. Avec Bainville vous allez réfléchir beaucoup sur le XIX^e siècle et quoi de plus normal ? Nous-mêmes nous intéressons beaucoup aux années De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand. La génération de Bainville, elle, s'intéressait à Mac Mahon, à Gambetta et à 1870. Mais je voudrais mettre en avant, à travers mon recueil des œuvres bainvilliennes, les différents talents dont était pourvu le chroniqueur de la politique étrangère de *L'AF*. Lisez l'article intitulé « *Le Naufrage* » daté de 1912 et qui traite, à travers le drame du *Titanic*, de la notion de progrès. Bainville avait une très belle écriture qui lui vaudra légitimement son élection à l'Académie française. Lisez les contes. Mais vous pouvez tout aussi bien retrouver son œuvre historique jamais narrative, toujours explicative, ce qui la rend précieuse.

L'empirisme organisateur hérité de Maurras a toute sa place mais Bainville ne néglige pas non plus la capacité d'oubli de l'homme, les constantes mais aussi les hasards de l'histoire. Ce qu'il appelle les lois de l'humanité. Le présent peut toujours prendre plusieurs directions. Maurras disait que « *la politique est l'art du possible* » ; Bainville aurait pu dire que « *c'est l'art des possibles* ». Le pessimisme de Bainville n'est donc pas un fatalisme, malgré des moments de déclin et de doutes. Il reste un personnage complexe. ■

Propos recueillis par Marc Savina

✓ Jacques Bainville, *La monarchie des lettres - Histoire, politique et littérature*, éd. établie et préfacée par Christophe Dickès, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1152 p., 30 €.

✓ Christophe Dickès, *Jacques Bainville - Les lois de la politique étrangère*, Bernard Giovanangeli Éditeur, 319 p. 23 €.